

**Evaluation du projet**

**PREVENTION DES CRISES HUMANITAIRES  
ET APPUI A LA SECURITE ALIMENTAIRE A MENAKA A PARTIR DE L'ASPECT GENRE**

N° de expediente : **MLI 29**

**Periode: Octobre- Novembre 2012**



## SOMMAIRE: (cliquez sur les chapitres)

### • 1 : Préambule

1.1. La crise du Nord Mali p.3

### • 2 : Presentation du projet

2.1. Fiche technique p.4

2.2. Description du projet: p.5

2.3 Résumé du projet p.6

### • 3 : Le Partenariat Local

3.1 Temedt p.7

3.2 La position de Temedt - Qui sont les Touaregs Noirs? p.9

3.3. Escalavage oublié au Mali p.12

3.4 Entretien avec Ibrahim Ag Idbaltanat p.18

### • 4 : Contexte du projet

4.1. Menaka p.19

4.2. Antécédents de l'intervention :  
Les interventions de MZC à Ménaka p.21

4.3. Rapport de la coordinatrice de MZC à Gao p.22

4.4 Le plan communal de prévention  
des crises alimentaires p.26

4.5. Méthodologie et mécanisme de la distribution  
gratuite de céréales. p.34

### • 5 : Témoignages

5.1. Entretien avec le responsable des eaux et forêts  
de Ménaka p.35

5.2. Témoignage de Intamat Inkadewane-  
ADL de Temedt p.37

5.3. Témoignage de Haoua Assawadana -  
Coordinatrice de MZC à Gao p.38

5.4 Témoignage de Oumar Sidi Traoré-  
Coordinateur de MZC à Tombouctou p.39

5.5 Les déplacés invisibles de Bamako p.41

5.6 Pendant ce temps Gao pleure p.44

5.7. AFP: Le Mujao chasse le Mnlà de Menaka p.45

5.8. RFI : Ménaka, la ville défaite p.46

### • 6 : Observations

6.1 Situation des déplacés du Nord Mali p.47

6.2 Un conflit régional ?

## 1. Préambule: La crise du Nord Mali

Le Mali est en état de guerre civile depuis l'offensive menée par Le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) le 17 Janvier 2012.

Les Touaregs «Blancs» Maliens rapatriés de Lybie avec leurs armes ont lancé une nouvelle fois après les évènements de 91 une tentative de sécession des territoires au Nord de la boucle du Niger.

La situation qui règne au Nord Mali a interrompu toutes les interventions de MZC dans la région.

Les bureaux de Tombouctou et de Gao ont été dévastés et les coordinateurs locaux ont dû quitter les lieux, pour se réfugier à Bamako.

Les centres civiques construits par MZC dans les différentes villes de la boucle du Niger ont subi le même sort.

Il faut noter à ce niveau que MZC était l'une des rares ONG encore présente dans la région en 2012.

Tout le Nord du Mali a été quasiment interdit aux étrangers et notamment aux Européens depuis 2010, à la suite des enlèvements perpétrés dans la région.

La ville de Ménaka, site du projet d'aide humanitaire, objet du présent rapport, a été l'une des premières villes à être tombée aux mains des rebelles.

Dès février une partie de la population de la ville a fui pour rejoindre Gao, s'y pensant sous la protection de l'armée Malienne.

Malheureusement, le «repli stratégique» de cette dernière et la mutinerie du capitaine Sanogo qui depuis la garnison de Kati à marché sur Bamako, pour renverser le Président Amadou Toumani Touré ont permis à la rébellion d'envahir toutes les villes du Nord, de Niafouké à la frontière Mauritanienne, jusqu'à Ménaka à la frontière du Niger, en commençant par Kidal et Aguelhoc à la frontière Algérienne.

La rébellion Touareg à l'origine des premiers affrontements, menée par le MNLA s'est alors transformée en guerre de sécession du Nord avec le renfort d'Al Quaida au Maghreb Islamique (AQMI) et de ses différents avatars, Ansar Dine, MUJAO, Boko Haram etc...

Le MNLA s'est alors retrouvé en position minoritaire sur le terrain et ses associés d'un moment ont en profité pour décréter la mise en place d'une gouvernance Islamiste radicale avec l'application de la «Charia» comme

moyen d'organiser dans les villes de Gao et Tombouctou, un nouvel ordre social face aux agissements des pillards mais aussi des «factions rebelles» alliées, qui terrorisent et dépouillent les populations de tous leurs avoirs stratégiques. Une «charia» revisitée au bon vouloir des nouveaux occupants qui ont érigé des tribunaux d'exception, ré-instauré les châtiments publics et les mutilations punitives.

L'absence d'état et de structures de commandement a permis à la mouvance Islamiste internationale d'envahir toute la moitié Nord du pays, sur la rive Sud du Niger, jusqu'à Douentza au pays Dogon.

Aujourd'hui le Nord est devenu une zone de non droit, où règne un régime de terreur.

Le réseau téléphonique mobile a été coupé. Les bâtiments administratifs occupés ou dévastés, les banques ont été attaquées à la dynamite. Tous les véhicules présentant un intérêt aux yeux des forces occupantes ont été «réquisitionnés» par la force et parfois au prix de la vie de leurs propriétaires, comme encore ce Mercredi 31 Octobre où 2 personnes ont été abattues sur la piste qui relie Douentza à Tombouctou, pour leur voler leur 4x4.

Dans ces circonstances toute intervention est impossible actuellement dans le Nord du Mali. On ne peut faire dans ce contexte d'évaluation qualitative du projet. Nous ne pourrions ni visiter les lieux ni rencontrer les bénéficiaires qui sont dans le meilleur des cas pour les plus chanceux et les moins démunis, réfugiés dans les camps du Burkina Faso et du Niger ou dispersés dans les villes du Sud Mali.

Il est impossible faute de réseau téléphonique, de savoir ce qu'il est advenu des personnes restées sur place. Tout au plus nous savons que Ménaka est devenu le bastion des forces du MNLA, qui se sont repliées sur ce territoire ancestral des Touaregs.

Nous profiterons néanmoins de cette évaluation pour tenter d'analyser la situation actuelle et d'apporter l'éclairage des derniers témoins physiques de la chute des villes du Nord, sur la situation complexe des forces en jeu et la possibilité d'une intervention humanitaire auprès des populations encore sur place.

## 2. Présentation du projet : 2.1 : Fiche technique

Titre: **PREVENTION DES CRISES HUMANITAIRES ET APPUI A LA SECURITE ALIMENTAIRE A MENAKA A PARTIR DE L'ASPECT GENRE**

N° de expediente : **MLI 29**

ONGD: **Mujeres en Zona de Conflictio (MZC)**

Pays: **Mali**

Partenaire Local : **Association pour la Consolidation de la Paix, le Développement, la promotion et la protection des droits humains: TEMEDT**

Bénéficiaires : **Femmes et Hommes de Ménaka vivants dans des conditions spéciales de vulnérabilité et avec un risque de famine prioritairement les femmes, les garçons et les filles de moins de 6 ans.**

Entité bénéficiaire et gestionnaires de l'intervention  
**MZC et TEMEDT**

Budget : **100 000 000 FCFA**

Evaluateur : **Chedly Difallah**

## 2.1. Description du projet :

**Titre du projet :**

**PREVENTION DES CRISES HUMANITAIRES ET APPUI A LA SECURITE ALIMENTAIRE A MENAKA A PARTIR DE L'ASPECT GENRE**

**Zona d'exécution du projet:** Ménaka - Cercle de Ménaka.

**Partenaire :** TEMEDT

**Durée du projet:** 15 mois à partir d'avril 2011

**Financements:** AACID, MZC, TEMEDT

**Les activités du projet:**

**Activité 1:**

Atelier d'élaboration du plan de prévention et de gestion de crises alimentaire

**Activité 2:**

Réalisation des points d'eau : Forages de 2 puits

**Activité 3:**

Les distributions gratuites de céréales aux familles vulnérables

**Activité 4:**

Augmenter les instruments de lutte contre la sécheresse dans la zone d'intervention du projet: Le reboisement

## 2.2. Résumé du projet:

Le projet a pour but de réduire les effets les plus graves de la crise alimentaire du Sahel qui frappe Ménaka en essayant de satisfaire les besoins des populations les plus vulnérables et prioritairement les femmes et les enfants de moins de 6 ans. Il consistera également dans l'appui aux instruments locaux de prévention des crises humanitaires. Pour atteindre ses objectifs, les activités suivantes seront entreprises :

Améliorer et renforcer le Plan Communal de prévention des crises alimentaires par l'appui à la participation effective des femmes à la gestion communale de ce Plan.

Distribution de céréales à des familles, notamment à celles où les femmes sont chefs de ménages.

Distribution d'aliment bétail pour sauver le bétail souffrant de manque d'alimentation et d'eau. Ces manques aggravent le cercle vicieux de la famine car le bétail est une stratégie d'épargne dans ce milieu et il est fondamental qu'il soit d'un bon appoint afin qu'il soit sources de revenus sur les marchés et contribuer à améliorer les conditions de vie de la famille. Il est à souligner, pour une meilleure compréhension de la place du bétail dans cette économie, que quand une chèvre meurt non seulement la famille est privée de lait, de cabris qu'elle pourra donner et qui serait une source de revenu monétaire pour la famille. La distribution de l'alimentation pour le bétail se fera en fonction de la taille du parc (nombre de têtes par famille). Aux éleveurs pauvres qui ne possèdent que leurs animaux pour vivre, l'alimentation pour le bétail leur sera donnée gratuitement. Aux grands éleveurs et commerçants de bétail il leur sera donné en échange de tête d'animaux qui seront donnés aux familles pauvres.

Réalisation de points d'eau qui assurent la satisfaction des besoins en eau aux personnes, aux animaux ainsi que pour l'irrigation (maraichage, agricultures, plantation d'arbres etc). Ces points d'eau permettront d'assurer l'accès à l'eau pendant la saison sèche.

Plantation d'arbres pour lutter contre la désertification.

Ce travail a été réalisé dans les localités suivantes:

Inazol

Anouzigrene

Tinabao

Ingouyasse

Inffukaratane

Wasseifi

Intifrinkawenw

Haria

Inmache

Tinfadimata

### 3.1 Le partenaire au Mali : TEMEDT

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS HUMAINS, LA CONSOLIDATION DE LA PAIX, LE DEVELOPPEMENT (TEMEDT)

L'Association pour la Promotion et la Protection des Droits Humains, la Consolidation de la Paix, le Développement, TEMEDT, a été créée le 12 août 2006 suite au Forum organisé à Ménaka, région de Gao, par les communautés noires tamasheqs. Elle se consacrera essentiellement à la promotion et protection des droits humains notamment la lutte contre l'esclavage et les discriminations, la consolidation de la paix et le développement dans les régions du nord du Mali.

Le projet de TEMEDT aspire à contribuer à la prise de conscience des groupes marginalisés dont les organisations de femmes et de jeunes en Afrique de l'Ouest afin de disposer de meilleures capacités organisationnelles et opérationnelles à leur propre affirmation.

Partant du constat que la communauté noire Kel Tamasheq est mal connue et même ignorée dans les stratégies de développement au Mali, TEMEDT travaille pour apporter des réponses durables afin que soient pris en compte les spécificités et les difficultés des communautés auxquelles l'Association revendique son appartenance. Il apparaît en effet qu'une partie importante de la communauté noire Kel Tamasheq est maintenue dans des conditions de servitude l'empêchant toujours d'accéder aux libertés les plus fondamentales. L'esclavage par ascendance par exemple, ou les formes d'esclavage dites « modernes », demeure une réalité sur laquelle l'association essaie de faire la lumière et de combattre avec force.

Par ailleurs, dans le contexte d'instabilité politique que connaissent les régions du Nord Mali, avec l'aridité du climat et les sécheresses récurrentes, la lutte contre ces formes de discriminations revêt d'une

importance particulière et constitue une étape indispensable pour que les populations les plus marginalisées puissent accéder d'égale manière aux infrastructures socio-économiques (puits, centres de santé, écoles, marchés, etc.) et aux mécanismes de réduction de la pauvreté (accès au crédit, équipements et intrants agricoles, subventions et aide alimentaire) nécessaires à leur épanouissement.

TEMEDT est aujourd'hui présente sur l'ensemble du territoire Malien. L'association est composée d'une coordination nationale, de plusieurs coordinations régionales (Gao, Kidal, Tombouctou, Mopti, Ségou et Sikasso), de coordinations de cercle, de coordinations communales et de comités de village. L'association compte actuellement plus de 28100 adhérents.

Ensemble avec Anti Slavery International, Timidria du Niger et SOS esclaves de Mauritanie, avec qui TEMEDT partage les mêmes préoccupations, l'association participe à mettre en place et à animer un réseau de lutte contre l'esclavage en Afrique de l'Ouest.

#### **Objectifs de Temedt:**

Tels qu'ils sont formulés à l'issue du Forum culturel intercommunautaire de Ménaka, les objectifs de TEMEDT sont :

- Définir et promouvoir des programmes de développement
- Veiller à l'égalité sociale, économique, politique et culturelle des femmes et des hommes partout où elle est mise à mal ; - Promouvoir toute forme de solidarité et de coexistence pacifique entre toutes les communautés ;
- Défendre les droits humains fondamentaux de la personne humaine et des peuples partout où ils sont violés ou méconnus sans aucune distinction.

### 3.1 Le partenaire au Mali : TEMEDT

- Dénoncer toutes les formes et séquelles de l'esclavage dont sont victimes certaines populations et travailler à leur réhabilitation ;
- Participer et promouvoir la recherche sur « les » communautés noires Kel tamasheq ;
- Promouvoir les droits individuels et collectifs en sensibilisant les populations sur leurs droits élémentaires autour de leurs quêtes spontanées ou en organisant des conférences, des séminaires, des colloques, des causeries, etc. ;
- Protéger les droits individuels et collectifs contre leurs violations par les pouvoirs publics, les collectivités, les individus ou toute autre entité, soit en dénonçant ces violations soit en incitant les victimes à ester en justice et de les assister.

#### Domaines d'activité

1. Formation, information et sensibilisation
2. Actions de plaidoyers et de défense des droits humains
3. Organisation de manifestations artistiques et culturelles
4. Recherches, investigations, conférences, débats et publications
5. Création et animation d'un réseau de lutte contre l'esclavage en Afrique de l'Ouest.



Ibrahim Ag Idbaltanat, Président de Temedt.

L'ONG Britannique Anti Slavery a désigné le Président de Temedt, Ibrahim Ag Idbaltanat, lauréat du prix 2012 délivré chaque année à une personnalité ou une organisation qui s'est surpassée dans la lutte contre l'esclavage partout où cette pratique existe.

Ibrahim Ag Idbaltanat dédie ce prix à Temedt et à tous ceux qui ont assisté cette organisation dans sa lutte contre l'esclavage,

## 3.2. La position de TEMEDT: Qui sont les Touaregs Noirs?

Mali: qui sont les Touaregs noirs ?

Reportage auprès de ce peuple qui appartient à la grande famille Tamasheq. Il est doublement victime de ses anciens maîtres et de la négligence du Nord Mali.

Un article de Fabien Offner - Slate Afrique. Le 27 Avril 2012

Au 3e étage d'un immeuble de Magnanboukou dont le rez-de-chaussée est occupé par un magasin chinois, Ibrahim Ag Idbaltanat et Abdoulaye Macko découvrent la composition du nouveau gouvernement dans un salon quasiment vide, assis devant leurs ordinateurs portables.

Ils sont respectivement président et vice-président de Temedt, une association créée en 2006 dans la foulée du «premier forum de la communauté tamasheq noire à Ménaka» (région de Gao). Ils parlent la langue des Touaregs, s'habillent comme eux et ont bien souvent des patronymes similaires. Mais ils ont la peau noire et sont appelé Bella, le nom générique le plus utilisé pour désigner les descendants d'esclaves dans le Nord du Mali.

Une identité complexe. Et ce d'autant plus après la proclamation de l'indépendance du Nord du Mali le 6 avril par les rebelles –essentiellement Touaregs– du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA).

### Double exclusion

«Si la liste est confirmée c'est un très mauvais gouvernement, juge Abdoulaye Macko en parcourant la liste des ministres. Même si les Touaregs sont en rébellion ils devraient y figurer. Aujourd'hui le Mali est très fragile, on a besoin de tout le monde. Ce n'est pas le moment d'exclure.»

Des Touaregs ont pris les armes pour, officiellement, faire valoir leurs droits. D'autres ont pris la fuite pour échapper aux combats, à l'enrôlement dans la rébellion et aux représailles aveugles de certains Maliens. Pourtant le

gouvernement d'«union nationale» ne compte aucun Touareg ni aucun Arabe parmi les 24 ministres. Le MNLA n'en espérait sans doute pas tant. Le nouveau premier ministre, le «navigateur interplanétaire» Cheick Modibo Diarra, lui offre là une occasion en or de naviguer dans les eaux de l'exclusion et du rejet.

Temedt a été fondée en partant du constat qu'«une partie importante de la communauté noire Kel Tamasheq est maintenue dans des conditions de servitude l'empêchant toujours d'accéder aux libertés les plus fondamentales.»

Dans leur salon, Ibrahim Ag Idbaltanat et Abdoulaye Macko feuilletent les tous premiers exemplaires du livre «L'esclavage au Mali», dont une pile leur est parvenue. Temedt a été associé à l'ouvrage, rédigé sous la direction de Naffet Keita, chercheur et enseignant en sciences sociales à l'université de Bamako.

Ses pages n'honorent ni le Mali, ni certaines de ses communautés.

«Bientôt cinquante ans après l'accession du Mali à l'indépendance et l'abolition officielle de l'esclavage, dans nombre de localités vivent encore des populations qui sont astreintes soit au statut, soit à la condition d'esclavage.»

### La mentalité esclavagiste existe encore

On apprend de l'étude de terrain menée pendant six mois à Bamako et dans les régions de Kayes, Mopti, Gao et Tombouctou qu'à Boni, «huttes, ânes, bas-fonds, lieux insalubres sont les principaux indicateurs de leur présence, et ils ont comme principal moyen de production leur seule force physique.»

A Sévaré, «ces populations marginalisées vivent dans une précarité propre aux réfugiés, car constamment appelés à déguerpir d'un site à l'autre.» A Inajatafane, «aucun esclave affranchi ou a fortiori non encore affranchi ne siège au Conseil municipal et pourtant ils appartiennent à la couche sociale la plus nombreuses.» A Dagafifo «un esclave, quelle que soit son érudition, ne peut diriger la prière.»

## 3.2. La position de TEMEDT: Qui sont les Touaregs Noirs?

Le livre rapporte également quelques exemples, rares et de moins en moins tolérés, d'enlèvement de bétail «par des fractions «rouges» (Touaregs ou Arabes, Ndlr) dominantes pour relégitimer leur domination sur les fractions noires qui leur ont jadis appartenues où qui leur appartiennent encore.»

Les chercheurs observent que «les situations et conditions d'esclavage sont plus visibles et saisissables à Gao et Tombouctou que dans les autres régions parcourues.»

Aljoumat Ag Bilal vient d'Abaraju, près de Tombouctou. Cet ancien esclave témoigne dans le livre. C'était en 2008 et il avait alors 90 ans :

«J'étais vraiment à l'aise, mais je voulais quitter. Chez nos maîtres cela était possible à condition que l'on s'engage à payer l'impôt. Je leur versais cet impôt régulièrement jusqu'en 1986. Je me souviens de cette année car ils sont venus me réclamer leur dû pendant que j'étais très malade. Comment peut-on demander à un vieillard malade de payer l'impôt? J'ai alors demandé à mon maître d'attendre ma guérison pour l'exécuter.

Quand je me suis remis de ma maladie, j'ai payé le maudit impôt. Ce fut la dernière fois, dans ma longue vie d'esclave, de payer l'impôt. Je vis aujourd'hui avec mes petits enfants dans une pauvreté inouïe. A Abaraju l'esclavage existe encore, mais il n'est plus le même, il existe dans les esprits de certains qui continuent à nous considérer comme une race inférieure (...) Quant à mes petits-fils, beaucoup ont eu la chance de fréquenter l'école et d'avoir un bon niveau d'instruction.»

### Opposés à la rébellion touareg

Dans un pays où les descendants d'esclaves ont «de grosses difficultés à émerger sur le plan politique local», Alassane Abba est un symbole. Il a été député de Goundam (région de Tombouctou) de 1997 à 2002 puis a été réélu en 2007. Son mandat s'achève normalement cette année mais l'Accord cadre signé le 6 avril entre le médiateur de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest et la junte militaire indique qu'une loi portant prorogation des mandats de députés jusqu'à la fin de la transition sera votée par l'Assemblée nationale.

M. Abba fait donc l'économie d'une campagne pour le moment.

Le 19 avril il est monté plusieurs fois à la tribune de l'Assemblée nationale pour apporter des motions à la résolution condamnant la proclamation de l'indépendance de l'Azawad par le MNLA. Avec d'autres députés, il a fait inscrire que «tous les Touaregs ne sont pas des rebelles contre le Mali.»

«Les Maliens ne connaissent pas leur propre pays, c'est ça le malheur, déplore-t-il. Parmi les députés rares sont ceux qui connaissent véritablement le Nord. C'est à la faveur de missions organisées par l'Assemblée qu'ils ont eu la possibilité d'aller au Nord et de découvrir ses réalités. Autrement ils n'entendent que ce que le gouvernement donne comme informations. Le gouvernement se tape la poitrine pour dire qu'on a investi tant de milliards au Nord. Mais quand on investit de l'argent et que pendant 60 ans ça ne bouge pas il faut s'interroger. Est-ce que ces fonds-là ont été réellement investis comme ils auraient dû l'être? Voilà la question qu'on devrait poser et qu'on n'a jamais posé.»

L'actuelle rébellion ravive certaines craintes.

«Pour un grand nombre des enquêtés d'origine esclave, l'objectif inavoué de la rébellion (Celle commencée en 1990, Ndlr) était que les Touaregs voulaient récupérer leurs terres et leurs esclaves pour en fin de compte réinstaurer les anciennes organisations tribales», écrit Hiram Diakon dans «L'esclavage au Mali.»

### Vers un retour de l'asservissement?

Vingt-deux ans après, Alassane Abba relaie les mêmes méfiances:

«Beaucoup d'anciens maîtres ont évolué et savent que les temps ont changé. Mais certains continuent à refuser toute évolution et à ne voir dans le Bella qu'un ancien esclave. Chaque fois qu'il veut se montrer on lui rappelle ses origines en lui disant: Attention! Sans l'indépendance tu serais peut être encore sous ma soumission. Quelque part les Bellas et les populations du Nord sont méfiantes. Elles se disent : est-ce que ces gens qui mènent un combat de liberté ne le font pas pour faire revivre le monstre? Est ce que cette terre promise ne

### 3.2. La position de TEMEDT: Qui sont les Touaregs Noirs?

signifie pas pour nous de vivre dans des conditions pires qu'aujourd'hui?»

Un Etat indépendant de l'Azawad élevé par des conquérants Touaregs dans des régions majoritairement peuplées de Noirs?

«Ce problème de domination ce ne sont pas les Bellahs seulement qui les craignent, ce sont tous les Noirs, avance Abdoulaye Macko. Cet esprit de complexe de supériorité existe naturellement chez tous les 'blancs'. Les événements actuels le prouvent. Ce n'est pas à Kidal qu'on a violé et qu'on a cassé, c'est à Gao. Le traitement que subissent les noirs n'est pas les mêmes que les autres.»

Depuis son offensive le 17 janvier le MNLA ne manque pas d'expliquer qu'il se bat non pas au nom des seuls Touaregs, mais de l'ensemble des populations du nord du Mali.

Un message qui rencontre peu d'échos si l'on en croit le rassemblement de milliers de ressortissants du Nord hostile au MNLA à Bamako début avril et les témoignages provenant des localités occupées du Nord.

«Notre ambition c'est de voir des endroits comme ça aussi au Nord», dit Alassane Abba dans le restaurant d'un hôtel climatisé aussi glacé que sa bouteille d'eau.

Il adhère aux revendications du MNLA pour plus de considération et de justice de l'Etat malien à l'égard de ses citoyens du Nord. Mais pas à sa lutte armée. «Partager les idées de la rébellion, ce n'est pas facile. Nous avons beaucoup de choses en commun, mais beaucoup de réalités nous lient aussi avec le reste du peuple malien».

«C'est pourquoi nous pensons qu'il faut savoir raison garder et prêcher la paix.»

**Fabien Offner**



### 3.3. La position de TEMEDT: Esclavage oublié au Mali

#### **ESCLAVAGE OUBLIE AU MALI**

Présenté par **Mr. Mohamed AG AKERATANE**,

Président d'Honneur de TEMEDT, Mali.

Coordinateur pays de l'ONG Mujeres en Zona de Conflictos (MZC)

#### **Novembre 2012**

Nous remercions OSI-Club pour l'honneur qu'il fait à notre organisation en nous invitant à cette série de conférences en Allemagne pour partager avec l'Europe, les citoyens et le monde notre expérience de lutte pratique contre l'esclavage.

Notre reconnaissance à la Fondation Rosa Luxemburg avec qui nous avons partagé les démarches, les stratégies et qui nous a soutenu et accompagné.

A toutes ces institutions et organisations d'Allemagne qui rendent possible l'éradication de l'esclavage par leur soutien à la liberté, à la démocratie véritable et à l'égalité des êtres humains quelque soit leur ascendance, race, religion et appartenance, nous rendons hommage.

La Société malienne est profondément traditionnelle. Elle est riche par sa diversité et l'apport de ses différentes composantes à la nation. Elle est cependant marquée par une stratification ou hiérarchisation sociale. Dans toutes les communautés maliennes, il existe des groupes sociaux ou des ethnies considérées comme nobles et d'autres qui occupent un échelon inférieur. Dans certaines circonstances, les castes (les forgerons, les griots et les esclaves) ne sont pas marginalisées de manière directe et ouverte. Il leur est réservé une place propre dans la société, dans le travail et dans le cérémonial. Et les griots (gardiens de la tradition et de la légende) se chargent de légitimer cette situation et de la présenter comme harmonieuse, équilibrée et agréable. Dans la vie urbaine, il arrive que les lignes sociales bougent (mariages entre certains groupes sociaux), mais cela passe rarement inaperçu.

Toute la société malienne reconnaît l'existence de la stratification sociale basée sur l'ascendance.

Elle reconnaît aussi l'existence de l'esclavage mais elle a du mal à aborder le problème. Il est tabou ! Certains groupes des régions du sud du Mali ne rencontrent pas des blocages dus à l'appartenance sociale. C'est le cas des Senoufos et des Minianka. Heureusement que la situation n'est pas générale !

Après plusieurs années de dénonciation et de luttes individuelles ou collectives, les leaders (chefs de fraction, cadres administratifs, intellectuels, militants des organisations de la société civile) des communautés noires tamasheqs, descendants de tribus vassales et descendants d'esclaves ont décidé en 2006 d'organiser un forum pour débattre des questions d'inégalités, de discrimination, des déficits de liberté et de l'esclavage.

C'est suite à cette rencontre que la Communauté noire kel tamasheq a créé l'Association Temedt. Elle a pour principale mission de lutter pour la promotion des droits humains notamment l'éradication de l'esclavage et des discriminations qui lui sont liées, promouvoir le développement et la paix.

La création de Temedt comme association a été saluée dans les fractions nomades, les villages et les agglomérations habitées par les populations soumises, comme un événement majeur, un des plus grands succès obtenus et célébrés durant leur existence !

Temedt constitue un instrument social qui permet aux groupes sociaux de regarder la société et de lui présenter leur espoir et leur projet.

Temedt a fermé les portes de l'oubli et de la mort identitaire : certaines personnes ayant échappé aux brimades et à la soumission se sont créées de nouvelles identités dans les villes afin de passer non identifiables par les autres concitoyens.

Grace à Temedt, elles ont aujourd'hui repris espoir et militent activement.

### 3.3. La position de TEMEDT: Esclavage oublié au Mali

Brève présentation de l'Association TEMEDT :

L'Association TEMEDT est née suite aux constats suivants:

De l'indépendance en 1960 à nos jours, toute une communauté est victime du statut d'infériorité discriminant qui lui est collé. Ce statut découle du fait qu'un nombre important de ses membres est descendant d'esclaves ou de tribus vassales ;

Les frustrations et des injustices cumulées par des générations successives ;

La persistance de conditions inégalitaires entraînant la marginalisation d'une partie des enfants de la nation à partir de fallacieux préjugés et de stéréotypes méprisants ;

La persistance du système de tutorat et de soumission des communautés stigmatisées et celles d'ascendance esclave grâce à la complicité des agents de l'Etat et autres acteurs du développement, adeptes de la facilité et de la simplification des rapports sociaux ;

Les programmes de développement sont conçus, exécutés et évalués sans l'implication des Communautés d'ascendance esclave et des communautés considérées comme vassales ;

L'existence de communautés privées de leurs droits : non recensées correctement, sous estimées sur le plan statistique et marginalisées sur le plan politique.

La persistance de pratiques esclavagistes qui doivent être reconnues et combattues par l'Etat et la Nation entière ainsi que les partenaires au développement du Mali.

Temedt compte plus de 35000 membres répartis dans toutes les régions du Mali. Elle organise tous les 03 ans un Forum pour renouveler la Coordination Nationale et définir les grandes orientations de l'organisation. Un Bureau Exécutif est chargé de la mise en œuvre des résolutions du forum.

La lutte contre l'esclavage au Mali est conduite par temedt sans rancune mais aussi sans répit.

La société tamasheq (touareg) est stratifiée et au sommet se trouvent les tribus guerrières nobles qui sont directement suivies par les tribus

maraboutiques détentrices du savoir coranique. Les tribus d'éleveurs et autres groupes considérés comme force ferment le tableau des nobles. Suivent des fractions vassales, dépendantes des premières mais jouissant d'une certaine autonomie.

Les populations noires kel tamashek sont des fractions obéissant aux tribus supérieures et qui leur sont liées. Certaines de ces communautés n'ont jamais été esclavagisées directement, d'autres sont des tribus d'affranchis qui doivent se mouvoir dans une espèce de liberté provisoire en ce qui concerne les prises de décision et les avoirs. Aucune décision ne peut être prise sans l'aval des chefs des tribus supérieures.

Après les groupes sociaux ou communautés libres, viennent les groupes des forgerons et les griots. Ils sont libres mais ils sont liés à un trône, un pouvoir qui les protègent, leur confient des travaux de confection et production d'armes ou d'outils et les récompensent sans les payer. Ils soutiennent les plus forts. C'est la tradition qu'ils sont chargés de perpétuer. Ce groupe est celui qui est resté jusque-là sans aucune forme de croisement sanguin avec les autres. Ils se marient entre eux.

Les esclaves sont sous la domination de la famille et de la fraction et tribu. Ils sont nés esclaves et les chances d'affranchissement sont très réduites car, ils sont chargés de l'élevage, des travaux champêtres et des travaux domestiques. Ils constituent une propriété précise reconnue par la société et qui se reconnaît elle-même comme telle.

Le drame c'est que nous sommes au 21ème siècle et que les sociétés tendent à une plus grande démocratie et à plus de liberté. Dans le cas du Mali, du Niger, de la Mauritanie et certainement du Tchad et du Soudan, l'article 4 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948 qui stipule que « Nul ne sera tenu en esclavage, ni en servitude ; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes » n'est pas encore d'actualité.

Les esclaves ne sont plus achetés ou revendus mais continuent de subir les pires formes d'exploitation et d'humiliation. Tous les attributs du droit de propriété s'exercent sur les esclaves. Les esclaves actuels au Mali vivent au moins trois situations différentes :

### 3.3. La position de TEMEDT: Esclavage oublié au Mali

L'esclavage traditionnel : Ils naissent d'une mère esclave et sont automatiquement éduqués, dressés dans ce sens par les maîtres. Ils s'occupent depuis le jeune âge des travaux d'élevage, d'agriculture, de servage. Les jeunes filles esclaves peuvent être affectées au service d'une dame maîtresse de la maison. Elles peuvent également accompagner la jeune mariée pour être à son service. Elles sont victimes d'abus sexuels à bas âge et cela par différents membres de la famille. Elles sont généralement données en mariage à un esclave pour assurer la reproduction d'esclaves. Le mariage à un esclave (mariage qui ne respecte d'ailleurs aucune règle acceptée) ne met pas un terme aux abus des maîtres.

Dans l'esclavage traditionnel ou esclavage par ascendance qui se transmet par la mère, les femmes sont les victimes les plus cruellement touchées. Elles sont sans défense car ayant grandi seule dans un environnement méprisant et broyeur de dignité. Elles ne peuvent fuir car ne savent où aller et la société est impitoyable et impardonnable avec une femme isolée en fuite notamment dans les agglomérations urbaines.

Les femmes vivent une sexualité forcée, portent des grossesses suite à des viols et accouchent sans assistance. Les maternités ne mettent pas fin aux souffrances quotidiennes, psychologiques et sociales et aux manques de tout. Elles s'occupent d'abord du bétail des maîtres avant le bébé qui pourra d'ailleurs être donné à une autre femme ou confié à une autre esclave âgée.

Les esclaves hommes bénéficient de certaines circonstances qui font qu'ils rentrent en contact avec le monde extérieur. Ils commencent à mettre en doute le système. Ils souffrent et sont capables de verbaliser les brimades et les injustices subies. Ils supportent mal les violences et les humiliations subies par eux-mêmes ainsi que leurs sœurs et mères. Ils arrivent alors à fuir le guépier et s'exilent dans d'autres pays (Niger, Lybie, Côte d'Ivoire, Ghana etc.). Ils restent souvent aussi dans une ville malienne et changent d'identité. Ils souffrent bien sûr en silence le reste de leur existence. Le réconfort c'est que leurs enfants ne connaîtront pas la vie d'esclave.

L'esclavage passif : Les esclaves ne vivent pas sous le contrôle direct et quotidien des maîtres.

Certains ne partagent pas le même espace géographique pour des raisons de pâturages, de changements sociaux ayant perturbé les relations sociales (sécheresses, rebellions, conflits). D'autres ne peuvent plus être gardés par les maîtres car ont décidé d'avoir une certaine autonomie et s'éloigner ainsi des brimades et de l'exploitation directe. Qu'ils soient en milieu nomade ou dans les agglomérations urbaines, ils restent esclaves. Les maîtres font chercher périodiquement au sein de ces familles des biens (animaux, récoltes, habits, argent) ou des enfants mineurs pour faire les travaux. La situation s'est empirée depuis l'invasion des régions nord du Mali par le Mouvement National de libération de l'Azaouad (MNLA) qui a créé le chaos et a laissé la place à la raison du plus fort.

Les esclaves menant des activités professionnelles dans les pays de la sous-région ouest africaine reçoivent des visites des maîtres ou de leurs envoyés pour percevoir de l'argent et des biens. En cas de décès, si la famille retourne au terroir, l'héritage respectera la tradition : c'est-à-dire que la part du maître sera prépondérante et primordiale. Si la femme est d'origine esclave dans ce cas les enfants seront à la disposition de son maître. Il faut cependant signaler que depuis la création de TEMEDT, à cause des plaintes devant la justice et les actions de dénonciation qu'elle a engagées, les maîtres observent une retenue envers les enfants ainsi que l'héritage.

Le statut d'esclave éternel : Les personnes d'ascendance esclaves ou d'affranchis sont considérées par leurs concitoyens comme « esclaves » quelques soient les changements socio-économiques ou politiques qu'elles entreprendront. Cette étiquette réductrice leur collera toujours à la peau et constituera un poids supplémentaire défavorable dans les compétitions politiques ou sociales.

Les kel tamasheqs noirs communément appelés bellah vivent une situation presque identique. Les bellahs sont de culture tamasheq.

### 3.3. La position de TEMEDT: Esclavage oublié au Mali

La langue qu'ils parlent est le tamasheq. Ils sont reconnaissables par leurs costumes, leur habitat et aussi par leurs chants et danses. Ils vivent de l'élevage et de l'agriculture. Ils sont la main d'œuvre urbaine. Les filles dans les régions du nord du Mali sont les aides familiales communément appelées « bonnes ». Les familles bellah vivent dans des conditions précaires et souvent insalubres aux alentours des villes des régions qu'elles habitent depuis la sécheresse de 1973 et la rébellion de 1990. La scolarisation des enfants est une question de chance.

Certaines communautés bellah n'ont pas été esclaves. Elles ont cohabité avec les autres communautés dans une certaine harmonie. Elles ont été et sont toujours la main d'œuvre bon marché. Étant donné que le travail n'est pas une vertu dans les sociétés où la force prime, le bellah s'est vu progressivement relégué au rang de soumis. Le plus fort abuse de ses biens. Cet abus est toléré par les représentants de l'administration qui laissent croire que le bellah est l'esclave du touareg et que les animaux dont il dispose appartiennent à son maître. Le maître les utilise alors pour corrompre les représentants de l'administration et des services de sécurité et accentue la soumission. « Le bellah se met sous la protection d'un « maître » afin qu'il le protège contre l'administration » nous a confié un parent lors du forum Temedt.

Le bellah est ainsi classé dans une hiérarchie sociale qui le défavorise et le dévalorise. Des stéréotypes très défavorables lui sont collés, comme à l'esclave d'ailleurs. Il serait ainsi « bon seulement pour les travaux faisant recours à la force physique ». Toute action héroïque ou ingénieuse sera attribuée à un prétendu maître. Notre société met ainsi les bellahs et les autres membres au bas de son échelle sociale.

#### **Quelles sont les conséquences de l'esclavage et des discriminations qui lui sont liées ?**

Sur le plan social, notre société est affectée par les relations d'exploitation et de domination. Les maîtres continuent à exploiter une main d'œuvre dressée dans ce sens mais qui ne pourra pas faire évoluer la société et l'économie.

L'économie reste dominée en milieu nomade par l'élevage et l'agriculture de faible rentabilité. Les femmes et les hommes d'ascendance « noble » restent confinés dans des privilèges et des prestiges sans fondements économiques viables. La pauvreté envahit toute la société. Les compétences et potentialités humaines sont inhibées par la domination, la soumission et les discriminations. La société est cloisonnée. C'est les familles traditionnelles dirigeantes qui sont les interlocuteurs de l'administration, de la société Civile et des partenaires au développement. Elles décident de ce qui est bien pour tous en prenant soin que tout passe par elles-mêmes : écoles, centres de santé, points d'eau, routes etc.

Sur le plan politique, l'existence des pratiques esclavagistes constitue un scandale et heurte les fondements de la société démocratique que nous construisons. Les milliers d'esclaves et de personnes sous domination constituent un capital électoral pour les maîtres. Cet électoralat est utilisé pour octroyer le pouvoir politique et administratif. La contrepartie, c'est de préserver ou renforcer les « pouvoirs traditionnels ». Les autorités politiques maliennes à tous les niveaux ont profité de cette situation ou les personnes sous domination ont été utilisées comme électoralat et le pouvoir a également accordé des postes politiques sur mesure aux maîtres et aux chefs traditionnels.

Les candidats aux postes électifs descendants des groupes sociaux marginalisés (esclaves, affranchis, griots, bellah) partent avec un handicap de taille. Les adversaires politiques mettent en avant leur origine et les affaiblissent car, dans la mentalité sociale, l'esclave ne peut diriger : il n'est pas fiable ou crédible.

Dans ces conditions, quel président de la république « démocratiquement élu » choisira une personne d'origine esclave pour occuper des hautes fonctions politiques !

Nous sommes devant un gâchis démocratique et devant un gaspillage de compétences humaines à cause du manque de courage politique persistant. L'ascension sociale n'est acceptable que pour les « nobles ».

### 3.3. La position de TEMEDT: Esclavage oublié au Mali

#### **Comment temedt lutte pour éradiquer l'esclavage et quels sont les leurs d'espoir ?**

Temedt est une organisation démocratique, non violente qui utilise les moyens légaux pour lutter contre un phénomène profondément enraciné dans la société.

Ses principales stratégies sont :

L'information, la formation et la sensibilisation des acteurs notamment les groupes sociaux victimes et les chefs traditionnels et coutumiers. Nous pensons que tout le monde doit avoir l'information sur le caractère illégal des pratiques esclavagistes et analogues. Les victimes et les maîtres doivent être informés sur les instruments judiciaires qui les répriment et des poursuites encourues.

Le plaidoyer auprès des décideurs, des organisations de la Société Civile et les partenaires au développement afin qu'ils tiennent compte de cette situation dans leurs programmes ;

Les actions de plaidoyer afin que soit adoptée une loi réprimant les pratiques de l'esclavage ainsi que les discriminations qui lui sont liées ;

La mise en œuvre de projets de développement (micros entreprises, alphabétisation, construction de centres civiques) offrant des opportunités socio-économiques aux groupes sociaux victimes de discrimination et mettant les femmes de ces groupes au centre de l'exploitation des infrastructures réalisées et qui deviennent ainsi socialement accessibles ;

Soutenir, assister et réinsérer les personnes ayant décidé de fuir la situation et de rejoindre les villes;

Soutenir et aider à introduire les plaintes des victimes d'esclavage devant les tribunaux et se constituer en partie civile. Nous devons renforcer les certitudes en mettant en confiance les personnes en situation d'esclavage et de servitude afin qu'elles sachent que des recours existent pour les sortir et des ressorts existent pour les soutenir dans leur nouvelle vie.

Maintenir une campagne permanente et être un recours contre l'esclavage et les discriminations.

Pour accélérer le processus d'éradication de l'esclavage par ascendance ainsi que les discriminations, les mesures suivantes peuvent être envisagées :

L'Etat du Mali et les partenaires au développement doivent prendre en compte l'existence de ces pratiques dans toutes les politiques de développement.

Il est impossible de redonner confiance à un groupe marginalisé durant des siècles sans engager des politiques vigoureuses et courageuses de réhabilitation et de redressement ;

L'Etat doit conduire une étude sur l'esclavage au Mali ainsi que sur les discriminations. Cette étude permettra de faire l'état de la question, montrer l'ampleur du phénomène par région et par groupe ethnique, les domaines socio-économiques où ses pratiques sont les plus néfastes et ainsi proposer des solutions pour son éradication. Cette étude doit être réalisée en collaboration avec les groupes sociaux concernés.

Conduire des recherches historiques ou faire connaître celles qui existent afin de montrer la contribution des groupes sociaux de conditions serviles et les groupes sociaux marginalisés à cause de leur origine, à la construction nationale et la défense des valeurs de la république. Ceci permettra de montrer qu'ils disposent de repères historiques dont ils peuvent et doivent être fiers même si ces hauts faits historiques ont été attribués à d'autres ou que leurs exploits ont été déformés.

Les pouvoirs publics doivent aider et soutenir les victimes. Nous savons que dans la plupart des cas, elles sont sans ressources, pauvres et sans instructions. Elles ne savent pas travailler de manière autonome. Il est crucial de les mettre en sécurité sur le plan des revenus pour qu'elles ne soient encore marginalisées, ridiculisées et servir d'exemples dans le mauvais sens.

Elaborer et mettre en œuvre une politique d'indemnisation des personnes et groupes sociaux victimes d'esclavage, de discriminations et de marginalisation. Nous soutenons Théo Van Boven, rapporteur spécial sur le droit à réinsertion, à indemnisation et à réadaptation des victimes des violations flagrantes des droits et libertés fondamentales, qui avait conclu en 1993 que l'esclavage et les pratiques analogues constituaient des violations des droits de l'homme qui engendraient, pour les victimes, un droit à indemnisation. Les Etats sont responsables de cette action.

### 3.3. La position de TEMEDT: Esclavage oublié au Mali

Dans le cas de l'esclavage et des pratiques analogues, la réadaptation doit comporter une prise en charge médicale et psychologique des victimes et leur garantir l'accès à des services juridiques et sociaux.

Dans le cas du Mali et des autres pays du Sahel où ces pratiques persistent, nous pensons que les Etats doivent reconnaître solennellement ce fait et ensuite présenter des excuses aux victimes et aux groupes sociaux marginalisés car, ces situations sont connues bien avant les indépendances mais ont continué à servir les intérêts de tous les pouvoirs. Après les excuses, les réparations matérielles et morales permettront de fermer les brèches et de rétablir les dignités lessivées.

L'Etat doit entreprendre une révision des textes existant afin de les adapter au besoin actuel d'éradication de l'esclavage. Cette mesure doit suivre la reconnaissance et la présentation d'excuses officielles et solennelles.

Le conflit actuel au Mali et l'occupation de notre pays par des forces négatives et rétrogrades remet largement en cause tous les acquis de notre lutte. Cependant, nous savons que la liberté finit toujours par triompher sur la tyrannie. Nous maintiendrons le cap pour continuer à entretenir la lueur d'espoir et faire triompher le plutôt que possible le règne de l'égalité et de la démocratie véritable. Ainsi, Ekadaye ne mourra pas pour rien et Timizwak défiera à jamais l'esclavage.

**Mohamed AG AKERATANE**



### 3.4. Entretien avec Ibrahim Ag Idbaltanat - Président de Temedt

#### Entretien avec **IBRAHIM AG IDBALTANAT**

Président de Temedt : le 31 10 2012 à Bamako au siège de MZC.

#### **Quelle est aujourd'hui la capacité d'intervention des agents de Temedt encore sur le terrain?**

Nous préservons la même capacité d'action sur le terrain, les agents de Temedt sont majoritairement restés en place. C'est maintenant qu'il est important d'être sur le terrain, des exactions peuvent être évitées et cela rassure les populations.

Nous pouvons encore intervenir à la condition d'informer les forces occupantes et d'obtenir leur aval.

Avec certaines organisations ont pu mener des activités jusqu'à Kidal. notamment avec l'OIM ( Office International des Migrations), et ABA Roll association de juristes du barreau américain qui luttent contre l'esclavage.

il faut comparer les forces en conflit, d'un côté des militaires aguerris qui reviennent de Lybie associés à des factions djihadistes issues de la guerre civile en Algérie et des rangs d'Al Quaida et de l'autre des populations marginalisées depuis des décennies et qui sont encore plus fragiles aujourd'hui, seule la force parle.

«Ils sont comme la paille sous les pieds d'un combat d'éléphants.»

Il y a ceux qui ont pu s'enfuir et se réfugier momentanément dans les camps des pays frontaliers et ceux qui se sont venus dans les villes du Sud du pays. Les déplacés sont ceux qui avaient déjà les moyens de s'enfuir.

#### **Quelle est la position de Temedt par rapport au contexte actuel ?**

la situation actuelle est la conséquence du laxisme de l'état, au Nord l'injustice est plus remarquée. Le défaut d'infrastructures de base auquel s'ajoutent les crises alimentaires, les invasions d'acridiens et les maladies épidémiques, font que la région entière souffre de toutes sortes de handicaps, et surtout d'une mauvaise gouvernance.

Nous sommes persuadés que tant qu'il n'y a pas une gouvernance démocratique il n'y aura pas de solutions.

La question de l'esclavage est au cœur du problème. Les discriminations sont encore et toujours la cause du conflit.

Ce sont des noirs qui ont été châtiés par les islamistes à Gao et Tombouctou. Pas les milices arabes qui ont commis pourtant le plus d'exactions. les milices ont été créées par ATT pour lutter contre la rébellion. ce sont pourtant elles qui ont livré les villes aux islamistes. Les milices ont été intégrées dans le Mujao.

La guerre ne résoudra pas le problème et les populations civiles vont encore payer le prix fort de ce conflit qui les dépassent et dépasse les enjeux du territoire.

Par rapport à la population Malienne le risque est grand de dommages collatéraux avec peu d'efficacité sur le plan militaire.

Les occupants du Nord ne déchargent même pas leurs véhicules, ils sont très mobiles et se réfugient au sein des populations.

Seules des frappes ciblées pourront être efficaces.

Il y a une reprise possible des activités, mais il faut parlementer avec les occupants pour pouvoir garantir les interventions des ADL locaux.

A Gao c'est le Mujao, A Menaka c'est le MNLA. mais ils n'interviennent pas auprès des populations et sont retranchés dans leurs bastions.

Ansar Dine c'est les islamistes, ils ont d'importants soutiens financiers.

À Gao ils sont en train d'instituer une dîme... La population Touareg ne soutient pas les islamistes même si ceux ci se posent en justiciers et limitent les pillages.

Le mouvement radical s'est développé depuis des années au sein des populations Peuhls et Songhaï. Il ya des wahhabites parmi les songhai.

les Touaregs rejettent l'application de la charia.

Tamkoutat ancien camp de réfugiés Touaregs érigé lors de la rébellion de 1990, à 150km de Gao, était devenu une ville depuis. Aujourd'hui, la ville a été abandonnée suite aux attaques du Mujao. Le chef spirituel y a été molesté. Les islamistes n'ont pas conquis la population.

## 4. Le contexte du projet: Menaka

La Commune Rurale de Ménaka est située à l'extrême Nord-Est du Mali et couvre une superficie de 79,804 km<sup>2</sup> pour une population de 63048 habitants dans 44 localités (recensement 1998 - Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique du Mali)

S'étendant en latitude entre 15° et 17° Nord et en longitude de 1°30 à 4° Est, il est limité au Nord par la Région de Kidal, à l'Est et au Sud par la République du Niger et à l'Ouest par le Cercle d'Ansongo.

### CRÉATION DE MENAKA

Il ressort des indices retrouvés (vestiges de village, fragments de poteries) que les vallées du Zgaret et de l'Azawagh seraient habitées par un peuple sédentaire. Cependant, les écritures rupestres en Tamasheq sur les collines de Dodia, d'Anderamboukar, Agalam-galam attestent de la présence ancienne de Touareg.

Des nombreuses versions concernant la création de Ménaka, celle qui nous paraît plus plausible est la suivante :

Après les guerres de succession au trône de Tadamakat, au 17<sup>ème</sup> siècle, le groupe de dissidents qui fut battu et pourchassé dans sa fuite, est arrivé aux abords du Zgaret, au niveau de l'actuel Ménaka. Les fugitifs se consultent alors sur la direction à prendre : un premier groupe opte pour remonter vers le nord, le second choisit de bouger le long du Zgaret, plus au sud, et le troisième groupe s'interroge sur la direction à prendre.

Cette interrogation, «Nakkanèd adagh ak Mi-Nikka», signifie «où allons-nous» en Tawillimidt.

Ce groupe décida de camper là pour s'y établir finalement. La déformation de l'interrogation,

«Mi-Nikka» donne alors naissance au nom actuel « Ménaka ».

Le groupe à l'origine de cette interrogation appartient à la fraction des Kel-Agaïss, aujourd'hui éteinte.

### PASSÉ LOINTAIN

Ménaka n'est vraiment entré dans l'histoire que lorsqu'il est devenu la «capitale» des Iwillimiden. La famille qui a détenu le ettebel est celle de

Karidana, berbère, brigand venu du Maroc.

La confédération des Iwillimidan arriva au sommet de sa gloire avec Alinsar Ag Annaber sous le règne duquel, en direction de Tombouctou (au Mali), et Say (au Niger), des caravanes partaient de Ménaka pour la collecte des dîmes tous les deux ans. C'est la pression des Français à l'ouest qui contribua à propulser les Touareg plus à l'est.

### PASSÉ PROCHE

La figure la plus connue dans l'histoire de Ménaka est Fihroun Ag Alinsar, né vers 1860 à Talatayt ; Fihroun se distingua par ses qualités guerrières.

Il prit part au combat de Ménaka, entre les Iwillimiden et les Touareg Kel-Tiguirmit de Tahoua (Niger) et participa à plusieurs batailles. Faisant figure d'idole pour ses guerriers, Fihroun combattit les Kel-Aïr à Tiguirert, Ibassabatan dans le gourma, Kel-Ghirer à Téra, et Kel-Ghiriss à Madaoua.

Fihroun succéda à son oncle paternel Madidou au trône Iwillimiden en 1893 à Azibriz. De 1909 à 1911, des combats l'opposèrent aux Kountas à Kirchawal et Intassit, pour venger les Kel-Ahara décimés par Hamody, chef des Kountas, lors d'un combat à Tinaw-wanine.

En 1913, Fihroun fut arrêté à Tombouctou puis Gao, d'où il s'enfuit pour organiser la bataille de Félingué (Niger), le 06 mai 1916, afin de laver une insulte qui lui est faite en 1913 par Mayaki à Namaïyala (Niger), lors de la délimitation territoriale entre le Niger et le Soudan Français (actuel Mali). Trois jours plus tard, le 09 mai 1916, Fihroun déclenche la révolte d'Andéramboukar, contre les Français. Surpris dans son campement par des lhaggaran, Fihroun meurt le 25 juin 1916 à Egandaw, après 23 ans de règne.

### PÉRIODE COLONIALE

La présence française à Ménaka fut notoire à partir de 1908, après la signature de la convention de Ténékart, le 21 septembre 1908, entre le Commandant Militaire Bétrix et Fihroun Ag Alinsar.

La signature de la convention marqua la création du secteur de Ménaka. Un poste militaire d'avant garde est mis en place sous les ordres du Lieutenant LAIBE. C'est le début de l'administration directe. Chaque fraction a eu son Amanokal, tous les Imanokalen de ces fractions répondent des agissements

## 4. Le contexte du projet: Menaka

des membres de leur fraction devant l'Amanokal «suprême», Fihroun Ag Alinsar.

Fihroun est responsable de tous devant le Lieutenant LAIBE, représentant de la France. C'est cette année qu'a été instauré l'impôt en milieu nomade, et c'est pour cette raison qu'on l'appelle l'année des caisses, «awatay wan bayatan» en Tawillimidt.

En 1909 les Iwillimiden attaquèrent les Kountas et plusieurs Iwillimiden furent mis en prison, c'est l'année des prisons, «awatay wan kassotan».

En 1914 une grande famine obligea les nomades à descendre vers le fleuve, c'est l'année de la famine, «awatay wan laz».

C'est le 1er septembre 1916, à GAO qui fut signé le traité de soumission des Iwillimiden sous la direction de Akar Akor, qui devient l'Amanokal des Iwillimiden après la mort de Fihroun.

1919 fut l'année de la grippe qui a provoqué une grande mortalité dans la population, c'est cette année que mourut Akar Akor et fut remplacé par Tafounout Ag Fihroun.

En 1920 fut effectué la première traversée de l'Afrique occidentale française en avion de Ménaka à Dakar par VILMAIN et le Lieutenant André CHARLES qui devient plus tard Ministre de l'Air de la République Française

En 1921 : la peste bovine a décimé presque la totalité des bovins c'est cette même année qu'apparurent les billets de banque dans la région de Ménaka.

En 1925 : ouverture le 1er centre médical de Ménaka.

En 1932 Tijjat est nommé Amanokal des oullimiden .

En 1934 : le lieutenant Guezneck a fait remplacer les pailloles par des maisons en banco, c'est à lui que nous devons le lotissement de Ménaka.

En 1936 : tentative du 1er recrutement scolaire en milieu touareg mais il ne se réalisa qu'en 1947 par la création de l'école d'Inagherber.

De là peu à peu une bourgade se forme autour du fort militaire ainsi naquit le village. De partout arrivèrent des commerçants ambulants (haoussas, sonraïs, arabes).

L'école sédentaire de Ménaka ouvrit ses portes en 1949, les travaux de construction commencèrent avec une main d'œuvre essentiellement Belah.

### PÉRIODE CONTEMPORAINE

A l'avènement de l'indépendance du Mali en 1960, Ménaka fut érigé en cercle avec 4 arrondissements :

- 1er Arrondissement central : 9 fractions et les villages de Ménaka, de Tabankort

- 2e Anderamboukane : 16 fractions et Anderamboukane

- 3e Intalakh : à environ une centaine de kilomètres à l'Est de Ménaka, ancien arrondissement qui donne naissance à Waritifoulout ; puis Waritifoulout donne naissance à Inekar, l'actuel arrondissement avec 12 fractions.

- 4e Intibzaz : ancien poste qui fut remplacé par Tidarmène avec 6 fractions.

Chaque arrondissement a son école et certains services techniques.

La nature et l'abondance des pâturage y attira une mosaïque de tributs nomades d'éleveurs venus de tous les horizons et appartenant à tous les groupes.



## 4.2. Antécédents de l'intervention

MZC est intervenu dans la ville de Ménaka depuis 2009 dans le cadre du projet de renforcement des capacités socio- économiques des femmes et notamment par les activités suivantes:

Capacitation de 30 leaders locaux (Agents de Développement Local -ADL).

Après les sessions de formation sur :

- L'analyse de la situation socio économique du Mali plus spécifiquement des régions du Nord ;
- L'analyse socio culturelle et politique et l'architecture institutionnelle ;
- Les techniques de communication, leadership et capacité de direction ;
- Genre et développement ;
- Les pratiques participatives et méthodologie ASEG (Analyse Socio Economique et du Genre) appliquées aux projets ;
- L'élaboration des projets, suivi et évaluation des projets de développement ;
- coordination des activités, détermination et analyse des indicateurs ;
- Et la gestion de l'environnement,
- L'initiation à la comptabilité,
- La gestion économique des projets
- La recherche de financement.

Sessions d'alphabétisation à destination des associations de femmes bénéficiaires de financements en micro-projets.

L'alphabétisation a été faite en langues songhoi et tamasheq.

Les formations se sont déroulées de la même manière et les femmes participent aux micros projets sans se préoccuper des appartenances ethniques

5 sessions de formations ont eu lieu à Ménaka en Mai 2009 concernant 257 auditeurs dont 7 hommes et 250 femmes.

Mise en oeuvre des micro-projets

Des micro-projets basés sur des financements destinés à créer des activités génératrices de revenus ont été accompagnés par les ADL et les coordinateurs de MZC jusqu'à l'arrêt des activités dans la région.

Capacitation professionnelle des femmes et des hommes

Sensibilisation sur la santé sexuelle et reproductive, les Droits de la femme et droits humains, la reforme du code de la famille, le droit à l'Education.

Capacitation de 20 accoucheuses traditionnelles:

Identification et formation des matrones traditionnelles dans la Région de Gao (Cercles de Gao, Ménaka et Bourem):

Sensibilisation et animation des populations par le théâtre :

À Ménaka 4 séances de théâtre de rue ont été organisées qui ont réunis 3450 spectateurs sur les thèmes des droits humains, santé assainissement, scolarisation, citoyenneté avec une couverture locale par les 2 radios locales.

La Construction du centre civique de Ménaka sur un terrain de 30x30m acquis par MZC dans le 1er quartier près du terrain de football, zone bénéficiant déjà de la couverture d'électricité et de l'abduction d'eau.

### 4.3. Rapport de la Coordinatrice de MZC à Gao.

#### RAPPORT 2011 DU PROJET DE PREVENTION DES CRISES HUMANITAIRES ET APPUI A LA SECURITE ALIMENTAIRE A MENAKA A PARTIR DE L'ASPECT GENRE

par Haoua Assawadana

Suite à la crise fourragère de 2019 ayant eu des répercussions sur la sécurité alimentaire dans la bande sahélo sahélienne, l'ONG Espagnole MZC (Mujeres en Zona de Conflicto) a, en 2010, en partenariat avec l'Association Temedt soumis un projet au Gouvernement d'Andalousie en Espagne. La proposition a été soutenue par une lettre de la mairie de Ménaka qui trouvait l'idée pertinente.

Ce projet ayant obtenu l'aval technique et financier de notre partenaire AECID a été lancé le 29/04/2011 au centre civique des femmes à Ménaka en présence des autorités administrative et politiques représentées respectivement par le Sous Préfet et le 1er adjoint au Maire, les représentants des services techniques, de la société civile (organisations femmes, les notabilités ...), MZC et son partenaire d'exécution Temedt.

L'objectif principal du projet est de contribuer à la réduction des effets les plus graves de la crise alimentaire dans la commune de Ménaka à travers la satisfaction de besoins des populations les plus vulnérables prioritairement les femmes et les enfants (filles et garçons) de moins de 6 ans.

Pour l'atteinte des résultats attendus ci-dessous, des activités ont été identifiées, planifiées et mises en œuvre en 2011.

Résultat attendu 1 : Renforcer et mettre en valeur le plan communal de prévention de la crise alimentaire avec la participation des femmes.

Activités menées :



#### • Atelier de lancement du projet

Cérémonie de lancement du projet Appui Humanitaire - Ménaka tenue le 29/04/11 au centre civique des femmes, l'atelier de lancement du projet de réduction des effets et de prévention des crises alimentaires dans la commune de Ménaka a regroupé une quarantaine de personnes, d'acteurs impliqués de façon directe ou indirecte dans la mise en œuvre du projet. Il s'agit des représentants :

Des autorités administratives (sous préfet),  
Des autorités politiques ( Le 1er adjoint au Maire et un conseiller),

Des services techniques (Eaux et forêts, service vétérinaire, Agriculture, Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, service du Développement Social et de l'Economie Solidaire,)

De La société civile : Temedt, les associations féminines partenaires de MZC, l'Union des Femmes Maliennes pour les Droits et la Dignité,

### 4.3. Rapport du Coordinateur de MZC à Gao.

(UFMDD), la CAFO, les chefs traditionnels...

Ce projet qui vise à réduire les effets les plus graves de la crise alimentaire qu'a connu Ménaka en essayant de satisfaire les besoins des populations les plus vulnérables notamment les femmes et les enfants de moins de 6 ans.

Pour atteindre ce but, 5 activités principales ont été identifiées, il s'agit de :

- L'amélioration et le renforcement du plan communal de prévention des crises alimentaires par l'appui à la participation effective des femmes à la gestion communale.
- La distribution gratuite de céréales aux familles démunies,
- La distribution d'aliment bétail,
- La réalisation de points d'eau,
- Et la plantation d'arbres (reboisement).

A l'issu de cet atelier un comité d'orientation de 27 membres a été mis en place. Il est composé des représentants des différentes structures ayant participé à l'atelier.

- Atelier d'élaboration du plan de prévention et de gestion de crises alimentaires.

Présidée par le Maire de la commune, la cérémonie a réuni 45 participants dont 24 conseillers municipaux, 15 femmes d'organisations féminines et 6 responsables de services techniques, y compris la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

Ils ont travaillé pendant 3 jours d'ateliers en commissions et sous commissions et ont procédé à des restitutions en plénière sur les étapes du processus d'élaboration d'un plan, à savoir :

- Causes et conséquences des crises alimentaires,
- Identification des moyens et stratégies à mettre en œuvre pour y faire face,

- Elaboration du plan communal de prévention de crises.

Le rapport et les supports de l'atelier produits ont été soumis aux parties concernées pour validation et approbation.

Résultats obtenus

Cérémonie d'ouverture travaux de groupe

- Mise en place d'un comité d'orientation composé majoritairement de femmes; 15 sur 27 favorisant l'implication et la participation des femmes au processus de mise en œuvre du projet ;
- Dotation de la commune de Ménaka d'un plan communal de prévention et de gestion de crises alimentaires tenant compte des préoccupations et de la participation des femmes.

Le plan a été validé par l'ensemble des conseillers en session extraordinaire et approuvé par l'administration de tutelle.

Réalisation des points d'eau

Résultat attendu 2 :

Assurer l'accès à l'eau potable pour la consommation de 2280 personnes pour l'irrigation et les animaux, répondant aux critères de l'équité

Activités menées :

- Etude hydraulique
- Installation des points d'eau
- Constitution d'un comité de gestion de l'eau

Suite à un appel d'offre, les travaux de réalisation des forages de Dabangana et Wasseifi ont été confiés à l'entreprise Sékou Konaté.

En prélude au démarrage des travaux, une étude de faisabilité des forages a été menée par un ingénieur hydrogéologue qui s'est rendu à Dabanga et Wasseifi sites retenus par le comité d'orientation pour l'implantation des forages.

### 4.3. Rapport du Coordinateur de MZC à Gao.

Suite à sa mission

Résultats obtenus :

- Signature de contrat prestation avec un ingénieur hydrogéologue pour le suivi et la mise en œuvre des réalisations de forages,
- Sélection et signature de contrat avec l'Entreprise
- Démarrage des travaux de réalisation du forage de Dabangana

#### **Les distributions gratuites de céréales aux familles vulnérables**

Résultat attendu 3 : Améliorer les conditions nutritionnelles de la population vulnérable, spécialement pour les femmes et les enfants de moins de 6 ans.

Activités menées :

- Identification de fournisseur
- Etablissement de critères de sélection de bénéficiaires
- Recensement des bénéficiaires ;
- Remplissage des bons ;
- Distribution des céréales

Le comité d'orientation mis en place a procédé à l'identification des bénéficiaires et à la distribution sous la base des critères ci-après

- Femme pauvre chef de ménage ;
- Chef de famille invalide sans soutien
- Famille pauvre sans revenu régulier
- Famille pauvre ayant des personnes âgées ou handicapées,
- Famille pauvre ayant des enfants de moins de 6 ans

A l'aide d'une fiche de 11 colonnes élaborée pour identifier des familles vulnérables, des équipes constituées uniquement de femmes membres du comité élargies aux chefs de quartiers, ont sillonné les différents quartiers et sites environnants de Ménaka pour recenser 310 familles démunies.

Résultat obtenus :

Distributions gratuites de céréales aux familles vulnérables

- 310 familles vulnérables identifiées et recensées,
- Distribution 62 tonnes de mil et 31 tonnes de riz,
- Dotation des 310 familles d'une ration alimentaire de 3 mois
- Amélioration des conditions nutritionnelles de 310 familles dont 905 enfants de moins de 6 ans et 228 personnes invalides (Personnes âgées ou handicapées)
- Renforcement des capacités des femmes en matière d'identification de familles démunies.



Résultat attendu 4 :

Améliorer les conditions d'alimentation des chameaux, chèvres et moutons et établir un plan de distribution spécialement aux bétails qui appartiennent aux femmes chefs de ménage.

### 4.3. Rapport du Coordinateur de MZC à Gao.

Compte tenu de la période de crise alimentaire que traverse la commune de Ménaka, à l'instar de toutes les communes de la région et à la demande du comité d'orientation, les fonds destinés à l'aliment bétail serviront à l'achat de céréales pour venir en aide aux familles vulnérables.

Cette proposition sera étudiée et mise en application début 2012

#### **Le reboisement**

Résultat attendu 5 :

Augmenter les instruments de lutte contre la sécheresse dans la zone d'intervention du projet

Activités prévues

- Formation des responsables chargés du reboisement
- Acquérir et planter des espèces locales d'arbres
- Suivi du programme

Activités menées :

- Sélection des pépiniéristes
- Identification des localités à reboiser ;
- Identification et sélection des espèces à reboiser ;
- Identification et sélection des associations pour le reboisement ;
- Plantation des plans et suivi de l'activité

Résultats obtenus

Lancée le 1er Août 2011 au bosquet des femmes de Touloub en présence du sous préfet de Ménaka, du Maire de la commune, le président national de Temedt, des membres du comité d'orientation, la coordinatrice régionale de MZC Gao et des membres d'organisations de femmes, l'activité de reboisement a concerné Ménaka ville et 11 sites environnants.

Au total 3000 pieds d'arbres ont été plantés à travers les localités identifiées.

Les espèces reboisées sont des espèces locales composées de dattiers sauvages (Balanites), Bisaou ou Afadjadj (l'Acacia raddiana), de prosopis, de jujubier (Ziziphus mauritianiade), le nime (Azadirachta indica), l'acacia sénégal...

Trois (3) bidons vides de 20 litres et une motivation en céréales d'une valeur de 22500 F CFA par mois durant 3 mois ont été donnés à chacune des 150 femmes chargées de l'entretien et du suivi des arbres.

Le reboisement étant un moyen de lutte contre la désertification, il bénéficie d'une attention particulière des autorités politiques et administratives de la commune victime de crises récurrentes.

Le suivi du reboisement et de l'encadrement des femmes chargées de l'activité sont assurés par le service technique des Eaux et Forêts avec l'appui du comité de d'orientation, de Temedt et de MZC.



## 4.4. Le plan communal de prévention des crises alimentaires

Le plan communal de prévention des crises alimentaire, a été élaboré de manière collégiale, sous l'impulsion des agents de MZC, avec les différents représentants de l'administration de la commune et de la société civile.

Nous vous en livrons ci -après les grnades lignes de son contenu:

### PLAN COMMUNAL DE REDUCTION DES EFFETS , PREVENTION ET GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES

#### I INTRODUCTION

La loi n° 95 034 portant code des collectivités territoriales modifiée par la loi n° 98 010 et modifié par la loi n° 98 066 du 30/12/1998 stipule à son article 14 :

« Le conseil communal règle par ses délibérations les affaires de la commune, notamment celles relatives au programme de développement économique, social et culturel. »

C'est compte tenu de cette prérogative que le conseil communal de Menaka a entrepris avec l'appui technique et financier de MZC , le processus d'élaboration d'un plan , de prévention et de gestion des crises alimentaire afin d'assurer la sécurité alimentaire des populations de la commune ..

#### II. PRESENTATION DE LA COMMUNE :

##### 2.1. Aspects Géographiques

L a commune de Menaka est crée depuis 1999 par la loi N° 96 -059 du 4 /11/1996 .

Elle est couvre une superficie de 21 805 km2 . Elle est limité au Nord par celle de Tidarmène, au Sud par Oualam ( Niger) , à l'Est par la commune de Inekar et à l'Ouest par le cercle de Ansongo.

Le climat est de type semi-désertique caractérisé par une longue saison sèche et une courte saison pluvieuse influant négativement sur

la biomasse et partant sur la production primaire.

La végétation aérienne existante est composée d'arbres et d'arbustes dont les plus fréquents sont:

- Acacia seyal, Aciacia Nilotica, l'Acacia Enherbergiana, le Zizupus muaritania, le Balanites Aegytiaca., le Maeuria crassifolia, le Tenax , le Calotropis procera( dominant).

La strate herbeuse est constituée par le panicum maximmun, Le tribulus terrestris, le Cenchrus biflorus,

#### 2.2 ASPECTS DEMOGRAPHIQUES

La population est estimée à 39000 habitants reparties entre 18 fractions et 3 Villages.

#### 2.3 ACTIVITES ECONOMIQUES

L'économie est essentiellement basée sur l'élevage .associé à une agriculture peu productive , la cueillette, le commerce et l'artisanat

2.4 .Sur le plan infrastructures, il existe au niveau de Menaka chef lieu de commune:

- Un marché à Bétail
- Une adduction d'eau
- des puits maraîchers
- Les bureaux de la préfecture
- le service de la météo
- ONG et projets
- Le centre de conseil des collectivités
- les services de sécurité
- Le centre d'apprentissage pédagogiques ( CAP)
- Le bureau de la mairie
- Les bureaux du conseil de cercle
- La télévision

## 4.4. Le plan communal de prévention des crises alimentaires

### III . METHODOLOGIE

La Méthodologie d'élaboration du plan a été participative. Il a été fait appel aux méthodes et techniques permettant l'échange entre participants. Notamment aux brainstorming, travaux de groupe, la restitution en plénière, les discussions.

### IV. CAUSES des CRISES ALIMENTAIRES

Les causes des crises alimentaires et fourragères qui limitent la disponibilité, l'accessibilité alimentaire dans la commune rurale de Menaka sont d'ordre naturel et anthropique.

Causes d'ordre naturel.

- la mauvaise répartition et l'insuffisance des pluies
- le manque d'eau lié au tarissement précoce des points d'eau souterrain et de surface
- les attaques des déprédateurs (criquet, oiseaux) avec un impact négatif sur la production céréalières et celles des pâturages.
- la prolifération des maladies des hommes (paludisme, tuberculose) et des animaux ayant un impact négatif sur la productivité agricole
- l'érosion,
- l'insuffisance de pâturages
- l'enclavement

Causes d'ordre anthropique

- le manque d'un dispositif de l'information et de suivi des crises
- la faible productivité agricole
- La faible couverture sanitaire du cheptel
- L'insuffisance des points d'eau moderne
- Le faible niveau d'encadrement des producteurs
- Le faible niveau d'équipement des producteurs
- Le manque d'approvisionnement en intrants agricole ( semences de qualité)

- La hausse des prix des denrées alimentaires ( riz, mil, sorgho et.)
- Le manque de stock de sécurité
- La faible capacité d'importation des céréales des opérateurs économiques
- La faible niveau d'organisation des producteurs
- La difficulté d'accès des commerçants et des producteurs au crédit
- Faible revenu des populations
- Le manque d'emploi
- L'Insécurité
- Insuffisance de formation des producteurs

### V Les ORIENTATIONS

Afin de réduire les effets des crises alimentaires sur les communautés, la commune se propose durant les 3 prochaines années :

- D'améliorer la production et la productivité agricole
- D'assurer l'approvisionnement en eau des populations
- De restaurer les sols et protéger l'environnement
- D'améliorer la couverture sanitaire du cheptel
- D'améliorer l'approvisionnement en céréales et en aliment bétail des populations
- D'améliorer le revenu des ménages pauvres
- De renforcer la capacité des producteurs et productrices
- De renforcer le dispositif d'information et de suivi des crises.
- De renforcer la cohésion sociale

### VII. STRATEGIES DE MISE EN OEUVRE-

Pour pouvoir exécuter son plan de prévention et de gestion des crises ,le conseil communal doit chercher l'appui non seulement des partenaires , mais aussi et surtout des populations. Il doit par conséquent développer les stratégies suivantes:

- l'élaboration du programme annuel

#### 4.4. Le plan communal de prévention des crises alimentaires

- la mise en place d'une commission d'organisation de la mise en œuvre du plan
- informer, sensibiliser, impliquer tous les acteurs (populations, services techniques, ONG, opérateurs économiques, associations de développement..) pour obtenir leur adhésion .
- Mobiliser les ressources fiscales de la commune ( plan de mobilisation des ressources internes ) permettant l'exécution d'une partie du plan
- Mobilisation des ressources externes à travers l'élaboration ipso facto de dossiers de financement
- l'élaboration des dossiers de projets, la recherche et la négociation avec les partenaires financiers
- assurer le suivi des dossiers soumis aux partenaires financiers.
- mettre en place une commission de Suivi/évaluation de la mise en œuvre du plan associant tous les intervenants au niveau de la commune et les populations.

#### VIII. COUT

Le coût global du plan de développement de la commune s'élève 280 300 000 fcfa. Le montant n'est qu'indicatif.

La commune ne dispose pas des moyens nécessaires à sa mise en œuvre vu la faiblesse des ressources fiscales.

De ce fait l'appui des partenaires au développement s'avère nécessaire pour son exécution.

NB. Ce coût n'est qu'indicatif. IL permet aux différents acteurs d'avoir une idée de l'enveloppe financière nécessaire à la mise en œuvre du plan.

#### IX. CONCLUSIONS /RECOMMANDATIONS

Le plan communal de prévention et de gestion des crises alimentaires bien qu'ambitieux répond aux préoccupations des populations dans toutes ses composantes.

Son exécution dépendra du dynamisme du conseil communal, de

l'adhésion de la population et l'appui des partenaires financiers.

Afin de réussir la mise en œuvre du plan l'atelier recommande de :

- Mettre en place une commission au sein du conseil communal chargée de la mise en œuvre du plan.
- associer les organisations féminines à tout le processus de mise en œuvre
- Mobiliser les ressources fiscales locales permettant de réaliser une partie du plan
- élaborer un plan de mobilisation des ressources externes
- mener un large mouvement d'information et de sensibilisation des acteurs afin d'obtenir leur engagement.

Le plan communal détaillé dans les pages suivantes est dans ses grandes lignes, un outil valorisable dans le cas d'un retour à la vie normale dans la région.

Certains des objectifs seront certainement obsolètes tant la région risque de sombrer dans un conflit régional qui accablerait encore plus les populations locales, mais aussi l'environnement et les ressources agricoles.

Mais il faut espérer que la crise actuelle ne perdure pas trop longtemps avant que les groupuscules terroristes et séparatistes se déciment mutuellement sous la pression des menaces Internationales et internes au Mali.

Les conflits ethniques exacerbés par les exactions et les crimes commis par tous les groupes occupants seront certainement plus long à s'effacer des mémoires et ce plan communal se devra d'intégrer des objectifs d'urgence humanitaire et de cohésion sociale.

Objectif Global	Objectifs spécifiques	Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Coûts	Intervenants
Contribuer à l'amélioration de la prévention et la gestion des crises alimentaires	Faciliter l'approvisionnement des populations en céréales et aliments bétail	Mettre en place des banques de céréales	10 banques de céréales sont mise en place et approvisionnées	Nombre de banques de céréales opérationnelles	20.000.000	Communauté ; Commune, partenaires
		Mettre en place et former des comités de gestion des banques de céréales	10 comités de gestion sont mis en place et formés	Nbre de comités formés	5.000.000	Partenaires, commune
		Doter les opérateurs économiques d'un fond de crédit	Les céréales sont importées et accessibles	Nombre d'opérateurs ayant importés des céréales	15.000.000	Partenaires, commune
		Constitution de banques d'aliments bétail	10 banques d'aliments bétail sont constituées	Nombre de banques	20.000.000	Commune, Population Partenaire
		Construire des pistes rurales et des routes pour faciliter l'accès aux sites enclavés	Des pistes surales sont construites L'accès aux zones enclavés est facilité	Km de piste réalisé  Disponibilité des produits		Commune partenaires Population
	Améliorer la productivité et la production agricole	Constituer des banques de semences améliorées et d'engrais	50 tonnes de semences sont disponibles et accessibles Les rendement ont augmenté	Quantité de semences améliorées utilisées chaque année. Rendement obtenu.	80.000.000	Commune Population Partenaires
		Doter er les producteurs de produits phytosanitaires	les produits phytosanitaires sont disponibles et appliqués	Nombre de producteurs ayant appliqués les produits	6.000.000	Commune Population Partenaires
		Former les groupements féminins aux technique de production et de conservation des produits maraîchers	Au moins 20 groupements des femmes maîtrisent les techniques de production et de conservations des produits maraîchers	Nbre de groupements formés appliquant les techniques de production et de conservation des produits (oignon, tomates, etc.)	8.000.000	Commune, partenaire Services techniques

Objectif Global	Objectifs spécifiques	Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Coûts	Intervenants
Contribuer à l'amélioration de la prévention et la gestion des crises alimentaires	Améliorer la productivité et la production agricole	Mise en place de brigades de lutte contre les criquets et les oiseaux	Les brigades de lutte contre les déprédateurs sont opérationnelles	Nbre de brigades opérationnelles	1.000.000	Commune, partenaires, services techniques
		Equiper et Former les producteurs en techniques agricoles	75 groupements dont 30 % de femmes sont équipés et formés	Nombre de groupements formés et équipés	10.000.000	Commune, Partenaires, Etat
		Doter les opérateurs économiques d'un fond de crédit	Les céréales sont importées et accessibles	Nombre d'opérateurs ayant importés des céréales	15.000.000	Partenaires, Commune
	Restaurer les sols et protéger l'environnement	Animer, Sensibiliser les populations autour de la protection de l'environnement	les zones stratégiques sont protégées	Nombre de Sites stratégiques protégés	6.000.000	Commune, Partenaires , Etat
		Ensemencement des espaces dégradés	300 ha de pâturages sont régénérés	Nombre d'ha régénéré	4.000.000	Commune Population Partenaires
		Construction d'ouvrages de retenues d'eau	10 retenues sont réalisées	Nbre d'ouvrage réalisés	10.000.000	Commune, Partenaires Services techniques
	Augmenter la productivité du cheptel	Organiser des missions d'information et de sensibilisation sur la vaccination des animaux	Les éleveurs ont compris la nécessité de la prévention contre les épizooties majeures	Nombre de missions effectuées par les autorités communales	500.000	Commune, Partenaires Population
		Organiser des campagnes de vaccination contre les épizooties majeures	Les animaux de la commune sont immunisés contre les principales maladies animales	Nombre d'animaux vaccinés par an	800.000	Commune, partenaires Population
		Constituer des stocks d'aliment bétail	30 banques d'aliments bétail constituées	Nombre de banque mise en place à travers la commune	2.000.000	Population, commune, état, partenaires

Objectif Global	Objectifs spécifiques	Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Coûts	Intervenants
Contribuer à l'amélioration de la prévention et la gestion des crises alimentaires	Augmenter la productivité du cheptel	Mise en défens temporaires	300 ha sont mises en défens chaque année	Nombre d'ha mis en défens	1.000.000	Population , commune, service techniques
		Former les éleveurs sur les techniques de conservation du fourrage	Les éleveurs maîtrisent les techniques de conservations du fourrage	Nombre d'éleveurs disposant de stock de fourrage	5.000.000	Commune, partenaire, état
	Assurer l'approvisionnement des populations en eau	Réaliser des forages à travers la commune	10 forages équipés sont réalisés	Nombre de forages réalisés	PM	Commune, partenaires, population
		Sur creuser les mares semi-permanentes	5 mares pastorales sont sur creusées	Nombre de mares sur creusées	PM	Commune, partenaires, population
		Mettre en place des comités de gestion des points d'eau impliquant les femmes	20 comités mis en places et formés	Nombre de comité formés et opérationnels Pourcentage de femmes au sein des comités	5.000.000	Commune, partenaire, population
	Augmenter le revenu des ménages	Mettre en place un fond de crédit d'appui aux AGR ( embouche, commerce, maraîchage , vente de lait , etc...)	Un fond de crédit est opérationnel Les activités féminines (embouche, maraichage, commerce, etc) sont développées	Nombre de crédit octroyé Nature des produits vendus par les femmes sur les marchés	30.000.000	Commune, partenaires, population
		Formation des producteurs et les productrices sur la gestion du crédit	100 groupements dont 50% féminins sont opérationnels	Nombre de groupement formé % groupements de femmes formées	8.000.000	Commune, partenaires, population
		Créer des marchés ruraux	6 marchés sont créés et organisés	Nombre de marchés créés Nombre de foires organisés	2.000.000	Commune, partenaires, population

Objectif Global	Objectifs spécifiques	Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Coûts	Intervenants
Contribuer à l'amélioration de la prévention et la gestion des crises alimentaires	Augmenter le revenu des ménages	Former les groupements féminins sur les techniques d'embouche.	20 groupements des femmes sont formés aux techniques de production de viande (embouche)	Nombre de femmes appliquant les techniques de production Nombre d'animaux embouché vendus par les femmes sur les marchés locaux	6.000.000	Communes, partenaires, services techniques
		Reconstitution du cheptel des ménages pauvres, dont femmes chef de famille	Le cheptel de base des ménages les plus pauvre est reconstitué	Nombre d'animaux distribués Nombre de femmes chef de ménage dont le troupeau de base a été reconstitué	50.000.000	Partenaires, Etat, commune
	Renforcer la capacité des producteurs et productrices	Formation des producteurs et productrices en l'IEC environnemental	100 groupements formés dont 50% sont des femmes	Nombre de groupement formés % des femmes formées	8.000.000	Partenaires, Etat, commune
		Formation des groupements de femmes sur l'hygiène alimentaire et l'éducation nutritionnelle	50 groupements de femmes sont formés	Nombre de groupements de femmes formés	8.000.000	Commune ,Partenaire, Etat
	Renforcer le dispositif de suivi d'information et de suivi des crises	Mettre en place des comités de veille impliquant les femmes et les jeunes au niveau des sites de la commune	Des comités de veille impliquant les femmes et les jeunes sont mis en place et sont opérationnels	Nombre de comité mis en place. % de femmes au sein des comités Rapidité de l'information	200.000	Commune et populations
		Former les comités sur le système d'information SAP et de suivi des crises alimentaires	Les comités de veille sont formés et font remonter l'information à temps	Nombre de comité formés sur le système SAP.	2.000.000	Commune, partenaire, services techniques

Objectif Global	Objectifs spécifiques	Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Coûts	Intervenants
Contribuer à l'amélioration de la prévention et la gestion des crises alimentaires	Renforcer la cohésion sociale	Organiser des rencontres inter communautaires autour de la paix et la sécurité impliquant les femmes leaders	6 rencontres inter communautaires sont organisées	Nombre de rencontres tenues % des femmes leaders ayant participé aux rencontres sur la paix et la sécurité.	8.000.000	Commune, partenaires, populations
		Organiser de rencontres de concertation autour de l'exploitation et la gestion des ressources pastorales	3 rencontres annuelles sont organisées Les conflits liés à l'exploitation des ressources sont réduits.	Nbre de rencontres de concertation organisées Nombre de femmes ayant participé aux rencontres	4.000.000	Commune, partenaires, populations
	Renforcer la capacité des femmes en prévention et gestion des crises	Informers, Sensibiliser les groupements des femmes sur les effets néfastes des changements climatiques	Les femmes sont informées sur les changements climatiques	Nombre de groupements touchés	6.000.000	Commune, partenaires,
		Former les groupements de femmes sur le système d'information et de suivi des crises	Les groupements féminins maîtrisent le système SAP	Nombre de groupements formés au système SAP	6.000.000	Communes, partenaires,
		Mettre en place un fond de crédit AGR pour la promotion des activités féminines	Le revenu des femmes à augmenté	Nombre femmes menant des AGR	1.000.000	Communes, partenaires,
		Former les groupements féminins en gestion du crédit	Les outils de gestion sont maîtrisés	Nombre de groupements formés	6000000	Communes, partenaires,

## 4.5. Méthodologie et mécanisme de distribution de céréales

### **Distribution gratuite de céréales aux populations défavorisées de la région de Ménaka.**

#### **Localités concernées**

Ménaka ville (10 secteurs)  
15 familles par secteurs soit 150 familles)

Sites environnants : 23 en raison de 4 familles par sites

Personnes libérées de l'esclavage : 2

Familles victime de banditisme avec mort d'hommes : 2

Reste 3 familles non identifiées

#### **Mécanisme de distribution des céréales**

- Remise à domicile de bon par famille et par quartier par l'animateur MZC et l'animateur Temedt avec un membre de l'équipe qui a identifié les bénéficiaires.

- Distribution de céréales aux familles ayant reçu leurs bons (même heure même lieu) en présence de l'animateur MZC et Temedt ou un membre du bureau d'orientation.

- Emargement des bénéficiaires (outil à confectionner)  
- Décompte des bons avec le commerçant par les agents MZC et Temedt et la coordinatrice MZC

Pour les sites environnants, 25 familles sont concernées par jours et les bons leurs seront remis la veille de la distribution des céréales.

#### **Mécanisme de suivi des distributions**

- Réunion de vérification des listes des bénéficiaires par le comité d'orientation
- Remise à domicile des bons aux bénéficiaires.
- Fiches d'emargement des bénéficiaires à la réception des bons et des céréales,
- Photos des bénéficiaires à la remise des bons et des céréales
- PV de réunion du comité à chaque rencontre,
- Visites terrain de la coordinatrice,
- rapports

Il faut remarquer le soin particulier apporté lors de cette distribution sur la méthodologie d'identification des bénéficiaires et sur les quantités de marchandises qui ont été délivrées aux familles.

Les agents de Temedt ont participé à l'identification précise des personnes les plus en difficulté de leurs localités qui ont été retenues sur les critères suivants:

Femmes isolées responsables de familles.

Familles victimes de l'esclavage et d'agressions.

Personnes âgées ou handicapées

Personnes en charge d'enfants de moins de 6 ans

Cette sélection a été vérifiée par le biais des carnets de familles et recoupées auprès des témoignages de proximité.

Les quantités de céréales fournies à chaque famille, sont supérieures à 100 kg par bénéficiaire, ceci contribuant à fournir une économie d'échange pour chacune des familles sélectionnées.

à titre de comparaison l'Office Islamique qui participe dans le Nord à l'aide humanitaire ne fournit qu'une aide ponctuelle, au mieux quotidienne, mais tout juste suffisante aux besoins alimentaires des familles.

## 5.1. Témoignages : Entretien avec le responsable des eaux et forêts de Ménaka

### Hamidou Hady

Chef de cantonnement des eaux et forêts de Menaka  
à Bamako le 31 Octobre 2012

Mr Hady a travaillé sur le projet de reboisement, qui à été mis en œuvre sur 17 sites dans la commune de Menaka.

Les plantations ont été faites sous la forme de bosquets gérés et mis en œuvre par des associations féminines locales

Les essences sont essentiellement locales, la gomme arabique et l'acacia pour les tanins.

Les traitements phytosanitaires ont été effectués par les femmes.

«On ne pouvait suivre que les sites les plus proches de Ménaka, la région étant peu sûre et les vols de véhicules dissuadent les déplacements.»

«Les plantations ont commencé en Août 2011.

Le principal problème en zone pastorale est causé par les chameaux et les chèvres qui déciment les cultures.

Nous avons aussi effectué des plantations d'arbres fruitiers dans les écoles»

«Le projet a eu un impact positif sur les populations et il y avait beaucoup de demandes de participation au programme.

On a même demandé d'étendre le projet au niveau du cercle.

Beaucoup d'associations pouvaient répondre aux critères de sélection, à savoir êtres déclarées et posséder de l'espace et une expérience dans le reboisement. L'existence d'un point d'eau était aussi impératif, la zone est particulièrement aride.»

Les troupes du MNLA ont pris Ménaka le 17 01 2012.

Hamidou Hady à quitté les lieux le jour des premières attaques et depuis il n'a plus de contacts avec les populations locales.

Il pense que beaucoup d'entre elles se sont réfugiées dans les camps du Burkina Faso et du Niger.

À Ménaka depuis la 1ere attaque, les rebelles ont coupé le réseau téléphonique, dès le 2 février ils ont coupé définitivement le réseau.

«Il y a des groupes du MNLA sur place et il ne font rien pour venir en aide aux populations, bien au contraire...»

«Le Mujao a fait des descentes.»

Mr Hamidou Hady témoigne des conditions de sa fuite de la ville.

«j'ai eu chaud j'étais dans un camion habillé en haillons mais avec mon arme. J'ai sauté dans un camion, quand ils sont intervenus pour arrêter tous les responsables et les représentants de l'état et des institutions.»

«J'ai eu beaucoup de chance, l'un de ceux qui nous ont arrêtés me connaissait et il n'a rien dit, j'ai pu passer.»

«Ils m'ont volé mon véhicule un Toyota hilux qui était presque neuf mais qui était en révision chez le garagiste, il l'ont réparé sur place et ils sont partis avec.»

«Ils volent toutes les voitures et il ne savent même plus quoi en faire.

Ils les badigeonnent de banco pour les camoufler.

ils prennent même les véhicule des particuliers et les vélomoteurs pour interdire à la population de circuler.»

«C'est le MNLA qui faisait ça, le Mujao a tenté de protéger les civils et parfois de récupérer leurs véhicules.»

«Les bandes armées c'est des jeunes avec des kalachnikov.»

«On ne comprends pas pourquoi l'armée n'a rien fait. Le «repli stratégique» à été catastrophique pour le peuple»

«Il y a eu des enlèvements de jeunes filles et même le viol d'une fille devant son père qui était attaché.»

«La population a fuit dans des camions ca coûtait 20000 FCFA. certains étaient prêt a payer 100 000 pour venir à Bamako

Beaucoup de monde à aussi pris la fuite dans les bus qui déposaient les gens à la frontière du Niger.»

## 5.1. Entretien avec le responsable des eaux et forêts de Ménaka



*La mare de Behra à proximité de Gao*

«Après l'attaque de Ménaka tout le monde est venu à Gao, puis quand Gao a été attaquée à son tour, ils sont retournés à Ménaka mais comme la situation s'est encore dégradée ils ont fini par fuir vers les camps du Niger par ce qu'il n'y a avait plus de ravitaillement.»

«Il y a eu des inondations catastrophiques cet été et des invasions d'acridiens. Même si le conflit se règle la population doit relever de nombreux défis, les infrastructures sont détruites, les populations sont dispersées et celles qui restent sont traumatisés.»

Nous espérons que les plantations ont pu résister à tous ces fléaux et qu'une activité normale puisse reprendre bientôt, en attendant nous survivons à Bamako.»

La paix n'est malheureusement pas encore à l'ordre du jour une dépêche de l'AFP du 19 Novembre 2012, au moment de la rédaction finale de ce rapport, signale de violents combats dans la région de Gao et à Ménaka entre les troupes du Mujao et celles du MNLA.

## 5.2. Témoignage de Intamat Inkadewane - ADL de Temedt

**Intamat Inkadewane** Animateur de Temedt  
Eleveur à Ménaka et 1er conseiller de son clan  
Témoignage entendu à Bamako au siège de MZC  
le 31 10 2012

**Intamat Inkadewane** qui est âgé de 55 ans, n'est pas intervenu sur le projet, mais il a épousé une des femmes bénéficiaires, Aichatou wallet Toukka, née en 1983, elle était d'une famille entière en esclavage, son père a eu 4 enfants 2 filles et 2 garçons, les garçons se sont enfuis en Lybie après le décès de leur mère. Pour échapper au maître, un touareg blanc ( El dawsahak- hanakaten) fraction du peuple touareg qui parle une langue métissée ce sont eux qui sont principalement accusés des exactions commises sur les populations. Elle fait partie de la même ethnie que lui, elle a été sensibilisée sur ses droits par les agents de Temedt. elle a pris la décision de s'enfuir et s'est réfugiée à Ménaka.

Intamat témoigne en ces termes de la situation à Ménaka.

«La distribution de céréales a eu lieu au début de l'été pendant la période soudure où les céréales étaient très chères, Aichatou wallet Toukka, répondait aux critères de sélection des bénéficiaires, elle était encore esclave et était complètement démunie.»

«C'est là que j'ai décidé de l'épouser, j'ai pris avec mon épouse 300kg de céréales.»

«Ce n'est pas la seule femme que je sors de l'esclavage, mais j'ai pris la décision de l'épouser. sa sœur est encore esclave»

«Il y a eu des représailles, et j'ai dû fuir Ménaka à cause de cela, les Touaregs faisaient partie des oppresseurs et des milices.»

«On loge en famille à Bamako, mais c'est difficile, on souffre la vie est chère Temedt et ne peut pas nous aider»

«Beaucoup de gens n'ont pas pu partir faute de moyens d'autres ont préféré rester pour tenter de protéger leurs biens»

«Avant à l'époque de Moussa Traoré, (Général et ancien Président du Mali) il y avait une armée mais avec les différents dirigeants l'armée a été abandonnée.»

«Les gens payaient pour acheter une place dans l'armée. Au Nord les postes de commandement dans l'armée ont été donnés aux sudistes au détriment des gens du Nord. à cause de cela, beaucoup d'officiers nordistes sont allés vers la rébellion avec leurs armes.»

«Il n'y a pas un véhicule qui peut sortir de Gao sans payer la taxe. Ansar dine et le MNLA c'est la même chose, pour les populations et Ansar dine et Aqmi c'est la même chose aussi.»

«Ils ont contaminé les populations avec l'argent, surtout parmi les Peuls et les Songhai.»

Ils ont quitté Ménaka le 18 mars pour Gao, puis quand il y a eu le repli stratégique de l'armée, ils sont partis pour Bamako où ils sont arrivés en bus le 28 avril.

### 5.3. Témoignage de Haoua Assawadana - MZC Gao

**Haoua Assawadana** coordinatrice de MZC pour la région de Gao  
Témoignage entendu à Bamako au siège de MZC  
le 31 10 2012

Haoua Assawadana était au bureau de MZC quand les premiers tirs ont éclatés, elle a d'abord cru à une manifestation, mais il est vite devenu évident que les choses devenaient plus sérieuses. et avec l'équipe sur place et son mari Ahmed, ils ont fait ce qu'ils pouvaient pour éviter que les bureaux de MZC à Gao ne soient dépouillés, ils ont récupéré les ordinateurs et les documents.

Par chance les rebelles ne sont pas intervenus tout de suite sur les bureaux qui étaient pourtant proches du siège du gouvernement.

Pendant quelques temps ils étaient même postés devant la porte avec un blindé, mais comme il n'y avait pas de plaques ni de signes distinctifs de la présence d'une ONG, il ne s'y sont pas intéressés tout de suite.

Puis la situation s'est rapidement dégradée et des affrontements ont eu lieu entre les islamistes et le MNLA, ça tirait de partout et les balles ricochaient sur les murs, jusque dans les cours des maisons.

Les attaquants s'en sont ensuite pris à la population.

La présidente du «groupe des femmes Bozos» (Une communauté qui vit de la pêche au bord du fleuve à Gao depuis 50 ans et bénéficiait de l'assistance de MZC), a préféré se réfugier sur l'autre rive du Niger, elle a fait le mauvais choix, un tireur l'a prise pour cible. alors qu'elle sortait, pour respirer de la maison où elle s'était réfugiée. Elle est morte sous ses balles. L'enfant qu'elle portait sur son dos est aussi grièvement blessé.

Le MNLA a fini par abandonner leurs positions sur l'aéroport de Gao et le chaos dans la ville s'est relativement calmé.

Les islamistes se sont alors posés en justiciers pour éviter le pillage des dernières réserves des populations. Mais c'est un régime de terreur qui s'est alors instauré.

Les débits de boisson ont été incendiés de même que les stocks de cigarettes et les commerçants ont été fouettés en place publique.

Mais les islamistes ont aussi protégé les greniers de céréales des groupements de femmes qui étaient menacés par les pillards.

Tout le monde dénonçait tout le monde et beaucoup de règlements de comptes ont eu lieu.

Haoua a quitté Gao le 5 mai une semaine après la prise de la ville, elle s'est enfuie en bus vers la frontière du Niger.

Elle a dû traverser la frontière à pied sous une chaleur accablante alors qu'elle était enceinte de plusieurs mois.

Elle a pu alors prendre un autre transport qui l'a amenée sur Niamey où dans un 1er temps elle est restée 10 jours, puis elle est venue à Bamako pour y accoucher.

Haoua et sa famille vont bien et une petite fille est née à Bamako.

Ils espèrent pouvoir bientôt regagner leur maison sans savoir ce qu'il est advenu de leurs biens.

## 5.4. Témoignage de Oumar Sidi Traoré - Coordinateur de MZC

**Oumar Sidi Traoré - Coordinateur de MZC à Tombouctou**  
Entretien réalisé à Bamako au siège de MZC, le 03 Novembre 2012

### Comment ça s'est passé à Tombouctou ?

Le vendredi 30 Mars, nous avons senti qu'il allait se passer quelque chose, la milice Arabe qui s'était chargée de la défense de Tombouctou à changé de position par rapport à la ville le 30 ils sont rentrés dans la ville. Ce jour là Kidal est tombé au mains des rebelles.

J'ai enlevé les plaques MZC qui étaient apposées sur la façade du bureau. Je savais que ça allait mal tourner... Les troupes du MNLA approchaient de la ville. La milice était en pourparlers avec eux.

Le 31 un contingent de la base militaire de Niafounké est venu à Tombouctou, La milice les a découragé d'intervenir en arguant la supériorité de leurs forces.

Ils ont tout fait pour les pousser à se replier sur Kabara et les ont aidés à s'enfuir par le bac sur la piste de Douentza.

puis ils sont entrés en ville pour tout piller ils sont tout saccagé, volé les voitures des ONG...

Quand le MNLA est arrivé vers 10h, après la mise à sac, ils avaient déjà tout volé.

le MNLA s'est positionné à l'entrée de tombouctou, et ils ont commencé à piller ce qu'il restait. les banques, les représentations de l'état et les ONG ont été leurs cibles.

Nous étions d'abord retranchés, ma famille et moi dans les locaux de MZC (une villa à l'entrée de Tombouctou) mais on était trop proches des lieux d'affrontements et les balles crépitaient tout autour.

On est sortis pour aller se cacher dans les cases ou on est resté 4 jours avec ma femme ma nièce et ma mère qui était malade.

Le 1r Avril les troupes d'islamistes sont entrés dans la ville.

Au 3eme jour de la prise de la ville, nous avons trouvé un camion pour les emmener à 118km de tombouctou apres Goundam au village de la famille, Tonka. Le fait d'être a Tonka village nous procurait une relative sécurité, les groupes armés se sont surtout préoccupés de grandes villes.

Je suis resté à Tombouctou pour sauver les équipements de MZC.

Le lundi 2 j'ai constaté la présence des islamistes devant le camp militaire, des barbus très costauds en treillis militaire et sans armes.

Les pillages ont continué pendant les 4 jours ou j'étais encore présent. Ce Lundi La BIM (une banque) à coté de chez nous était en train d'être pillée, les salafistes ont demandé de cesser les pillages, ils ont attrapés des pillards, les ont attachés et es ont jetés dans des véhicules.

Ils ont été laissé exposés au soleil puis les ont libérés. mais avant ils ont été fouettés

Dans le quartier ces mesures ont calmé les pillages et le bureau à été épargné.

Nous avions à ce moment un gardien intérimaire qui remplaçait notre employé qui était en congé.

Ce gardien intérimaire a été très audacieux. Il n'avait pas peur d'aller faire les courses et de sortir affronter les tirs et le chaos qui régnait dans la ville.

On lui a laissé le gardiennage des locaux, et quand le gardien de nuit est rentré de congé. il a organisé le déménagement.

Il a pris tout ce qui était transportable et les as cachés dans sa case à proximité du bureau. Mais on a eu du mal a trouver un camion.

Les gens du MNLA sont venus au bureau et on demandé à qui appartenait les locaux le gardien à dit que c'était a un particulier.

Le gardien a menacé d'avertir les salafistes, ce qui a semblé les dissuader d'aller plus loin. Mais ils ont quand même volé la moto.

## 5.4. Témoignage de Oumar Sidi Traoré - Coordinateur de MZC

Un Arabe que je connais qui fait les marchés jusque dans notre village avait un camion.

Il ne pouvait pas tout déménager dans un seul voyage.

Nous avons organisé le déménagement avec un charretier qui est venu apporter les affaires de nuit au commerçant.

nous avons pu de cette façon sauver tout ce qui était possible, puis nous avons rompu le contrat de location des bureaux.

j'ai dégagé ensuite les équipements du centre civique, les panneaux solaires et le petit matériel.

Tout le matériel est maintenant à Tonka dans une de nos maison que nous avons libérée pour cela et dont nous avons muré la porte.

le 6 avril j'ai quitté Tombouctou à moto. Tous les véhicules en partance allaient vers Douentza en traversant le fleuve. J'ai préféré aller vers Tonka où il y avait moins de barrages.

j'ai envoyé un SMS à Mila Ramos, la Présidente de MZC pour la rassurer.

Le 8 nous sommes partis en 4x4 pour Bamako ou nous sommes arrivés le 10 Avril. Sur la route à Niafouké nous avons été arrêtés par les rebelles mais comme nous parlions tamachek nous leur avons raconté que nous étions des forains en partance pour le marché de Mopti. ils nous ont laissé passer et de Mopti nous avons pris un bus jusqu'à la capitale.

Nous avons été recueillis par ma belle soeur puis nous avons trouvé un logement ou nous habitons avec mes neveux. Nous sommes 8 à la maison et la place est comptée.

il y a encore à Tombouctou quelques ONG locales qui ont encore des activités mais c'est très risqué.

Beaucoup d'ONG se sont repliées sur MOPTI qui constitue la ligne de séparation, et tentent d'acheminer de l'aide aux populations à partir de points focaux qui distribuent l'aide alimentaire et les secours d'urgence.

Le CCIR, la Croix Rouge, l'Unicef et MSF interviennent en secours humanitaire mais il n'y a pas d'expatriés.

Il ya encore des ADL de Temedt sur le terrain.

Les rebelles ont occupé le centre de Goundam qui se trouve à l'entrée de la ville. Les femmes ont enlevé le matériel de valeurs. et il n'y a pas eu trop de dégâts.

En Aout, le 10 je suis retourné à Tonka pour voir ma mère qui y est en sécurité.

Mon père a été tué en 91 par l'armée Malienne dans le village tout le monde le sait et notre famille n'est pas la cible de la vengeance des rebelles.

Sur la route nous avons été arrêtés à Niafouké. Les milices du MNLA nous ont demandés nos papiers, ils faisaient le tri des personnes en fonction de leur identité.

J'ai dit que j'avais pas de pièce d'identité comme beaucoup de kel tamachek. Après 2h de fouilles des bagages ils nous ont finalement laissé partir.

## 5.5. Les déplacés invisibles de Bamako

### Les déplacés invisibles de Bamako.

Matthieu Millecamps

Le 24/10/2012 «Slate Afrique»

Il n'y a pas de camp de déplacés à Bamako. Pourtant la capitale malienne compte, selon l'Office international des migrations, près de 50.000 déplacés du nord. Témoignage de quelques-uns d'entre eux.

Dispersés dans une ville où les conséquences économiques de la crise pèsent lourdement, ces nordistes «invisibles» survivent difficilement en attendant l'hypothétique retour. Selon l'Office international des migrations (OIM), ils sont 46.448 déplacés à Bamako sur les près de 204.000 que compterait le pays.

C'est dimanche. La nuit est déjà bien avancée sur Bamako. La circulation est dense sur les axes principaux. Dans le quartier de Magnanbougou, l'une des ruelles de latérite a été coupée pour un mariage.

Des dames en belles tenues devisent gaiement. Les chants des griots sortent des baffles poussées à fond. L'atmosphère semble insouciant.

Le plus compliqué, c'est la nourriture

Nana Yattara n'y prête aucune attention. La jeune femme fend la foule et s'engouffre dans la cour d'une concession où une vingtaine de personnes sont rassemblées. C'est ici, chez Oumar Ly, qu'elle s'est installée en juin, après avoir fui Tombouctou.

«J'étais terrorisée. Quand nous sommes partis, nous avons eu du mal à trouver de la place pour toute la famille dans les bus. Sur la route, nous avons été arrêtés deux fois avant Mopti. A chaque fois, il fallait laisser de l'argent. A chaque fois, on se demandait si on pourrait repartir.»

La famille s'arrête quelques jours à Mopti (dans le centre du pays), le temps de s'organiser.

«Certains sont allés à Bougouni (près de Sikasso), ma sœur est allée à Sikoroni (au nord de Bamako)... Mon oncle a bien voulu m'accueillir ici, avec d'autres.»

Dans la concession, ils étaient déjà 22 à se partager l'espace avant l'arrivée des nordistes.

«Aujourd'hui, nous sommes 35, dont 10 adultes. On dort à trois ou quatre par chambre. Le plus compliqué, c'est la nourriture. Mon oncle est plombier, mais il n'y a plus de chantier. Moi, je travaille au ministère de la Santé. Les femmes font un peu de commerce, mais c'est insuffisant. Avant, on achetait 150 kg de riz par mois. Maintenant, c'est 250...»

Et ces nouvelles bouches à nourrir arrivent alors que les prix montent. «Le sac de 50 kg de riz est passé de 17.500 francs CFA à 20.000 francs CFA (de 26 à 30 euros), pour 100 kg de mil, c'est 35 ou 40.000, au lieu de 22.000», détaille Amadou Ly, l'oncle plombier.

Oumar Ly, au ministère de la Santé, gagne 40.000 francs CFA par mois, soit 60 euros. Un peu plus que le salaire moyen, ici (30.000 francs CFA).

«Au début, on pensait s'en sortir. Là, on n'y arrive plus. On entend que le gouvernement et les ONG font des choses, mais on ne les voit pas», expose Oumar Ly.

### Un sentiment d'abandon

De l'autre côté du fleuve, quartier de Médina Coura. Issa Touré, 16 ans, range les marchandises dans l'épicerie de son oncle. Il est arrivé en mai de Diré, une commune du nord. Il raconte d'une voix hésitante:

«Des hommes armés sont venus à l'école. Ils ont fait sortir les enseignants, ils en ont frappé. Je ne comprenais pas ce qu'il cherchaient.»

Son père décide du départ le soir même. C'était le 4 mai. Issa Touré raconte sa fuite, la trouille au ventre quand il faut descendre du bus pour passer à la fouille. Ici, à Bamako, il est chez son oncle Assidi Diallo, propriétaire du magasin.

## 5.5. Les déplacés invisibles de Bamako

La place manque: Issa dors dehors, devant le magasin, avec dix de ses frères et cousins. Début septembre, lorsqu'il a entendu qu'on recensait les déplacés, son oncle s'est précipité à la mairie. «Mais pour l'instant, à part le papier, on n'a rien eu».

Ce sentiment d'abandon, ils sont nombreux à le partager.

«Chaque soir, on entend des ministres à la radio, à la télé... On ne voit jamais rien venir. Nous sommes oubliés par notre gouvernement!», tempête Mouna Koulibaly, arrivée de Gao.

Soutenue par Radio Nièta, une radio communautaire qui ouvre ses micros aux déplacés, elle a monté une association. Début octobre, elle a reçu l'appui de Caritas, qui avait 45 tonnes de riz à distribuer aux déplacés.

«Nous ne savions pas à qui les donner, nous avons donc contacté cette association», explique Sophie Kalambry Diallo, de Caritas Bamako.

Le 13 octobre, jour de distribution, ils sont près de 200 à attendre devant les portes du local. Dans la foule, l'angoisse et l'impatience laisse parfois place à la colère, d'autant que certains, non inscrits, tentent de plaider leur cause auprès des responsables. En vain.

Des autorités maliennes incapables de faire face

A la mairie de la Commune 2, Aliou Badara Diakité, responsable adjoint du service en charge de l'accueil des déplacés, le reconnaît: les autorités n'ont pas les moyens de faire face.

«Dès avril, le ministère des solidarités nous a livré des denrées. Mais 20 tonnes de riz pour 3.000 personnes inscrites, ce n'était pas assez.»

En septembre, l'appel lancé par le Haut Conseil islamique aux Maliens de l'extérieur n'a permis de rassembler que 6 tonnes de denrées pour la commune.

La suspension des aides internationales directes à l'Etat malien, suite à la crise politique, accentue encore cette impression de défaillance généralisée. Et la situation va empirer.

Car, si la suspension des décaissements à destination du gouvernement a été décidée deux semaines après le coup d'Etat du 22 mars, les prochains versements en provenance de l'Union européenne auraient dû être faits au mois de novembre et décembre. Jusque-là, le gouvernement a pu user des crédits déjà versés.

### Montée en charge de l'humanitaire d'urgence

«Par contre, les fonds alloués aux interventions humanitaires, déjà importants avant la crise dans le cadre du programme AGIR dans la sous-région, ont été renforcés», insiste Bertrand Sorel, de la délégation de l'Union européenne.

En plus des 211 millions d'euros alloués dans le cadre de la lutte contre la crise alimentaire au Sahel, 15 millions d'euros ont été débloqués via le PAM pour répondre aux conséquences humanitaires de la crise.

De plus, «19 millions d'euros supplémentaires ont été alloués par ECHO», précise Brahima Cissé, chargé de la gestion des programmes l'office humanitaire de la Communauté européenne au Mali.

Distribution de vivres par Caritas devant la Radio Nèta. ©Matthieu Millecamps

Acted, ONG française, finance une partie de ses programmes par le biais de ces fonds. Sur les 15000 déplacés recensés dans les quartiers où l'ONG intervient, 12.000 bénéficient d'une aide alimentaire chaque mois et 4400 personnes perçoivent l'aide financière dont l'objectif est «de couvrir 60% des charges de logement», explique Etienne Pouret, chef de projet.

Les familles reçoivent 11.400 francs CFA par personne lorsqu'elles louent un logement, et 5400 F CFA lorsqu'elles sont dans une famille. «Depuis juillet, nous avons observé une augmentation de la part des personnes en location», précise Lisa Augereau, coordinatrice des programmes.

Un, signe que, si les fortes solidarités familiales ont permis d'occulter un temps les carences de l'Etat malien, elles n'y parviennent plus.

## 5.5. Les déplacés invisibles de Bamako

### Le défi du recensement

Pour les ONG, l'identification des déplacés est un défi.

«On parle de quelques dizaines de milliers de personnes noyées dans une ville de plus de 2 millions d'habitants. Pour les atteindre, nous avons fait appel aux mairies, mosquées, chefs de quartiers...», explique Etienne Pouret.

Aliou Cissé, «mobilisateur de terrain», s'est attelé à cette tâche. La semaine dernière, lors d'une distribution de cartes SIM à Torokoro Bougou —l'aide financière est versée par transfert d'argent— l'une de ses tâches les plus difficiles a été de répondre à ceux qui n'en bénéficient pas.

«Toutes les déplacés ne rentrent pas dans les critères de vulnérabilité définis », explique-t-il, avouant que « c'est parfois dur de dire « non ». Mais la liste d'attente est déjà longue.»

Pour Bané Famé, arrivé de Diré en avril, l'aide d'Acted s'avère des plus précieuses.

«Au début, ma famille m'a aidé. Mais nous étions dispersés. C'était dur à supporter, même pour ceux qui nous hébergeaient. J'ai loué un logement, mais j'arrive au bout de mes économies. Cet argent va nous permettre de respirer.»

Assis à côté de lui, la main posée sur sa prothèse de jambe, Bouba Sidibé, venu lui aussi de Diré avec sa femme et son fils, pourrait sans doute prétendre à l'aide financière. Mais il ne s'est fait connaître qu'il y a quelques jours.

«Trop tard pour moi, peut-être la prochaine fois », lâche-t-il.

Des déplacés trois fois plus nombreux que les estimations de cet été. L'évaluation des besoins a été compliquée par des estimations initiales largement sous évaluées. Début septembre, les estimations faisaient état de 12 à 13.000 déplacés à Bamako.

Le recensement mené fin septembre par l'OIM et la protection civile, a permis d'en compter 46.448.

Et si Mariam Chazal Noël Traore, de l'OIM, reconnaît que le chiffre de 203843 déplacés sur l'ensemble du Mali est «une estimation haute, qui se base sur des informations pas toujours vérifiables, mais prend aussi en compte les conséquences probables d'une intervention militaire», le recensement à Bamako est quant-à lui «sûr à 100%».

Pénélope Muteteli, responsable UNHCR de la coordination des actions des humanitaires à destination des déplacés internes, reconnaît que leur dispersion complique le travail des humanitaires.

«C'est un mécanisme de solidarité sur lequel il faut s'appuyer, mais il a parfois des effets néfastes. Il y a la séparation forcée de certaines familles. Il y a aussi un risque pour les mineurs: on nous rapporte des cas de travail forcé d'enfants, et la vulnérabilité de certaines familles peut en pousser certains vers les groupes armés, au nord comme au sud. Par ailleurs, puisqu'il n'y a pas de camps de déplacés, qu'ils ne sont pas immédiatement visibles, les bailleurs de fonds ont du mal à comprendre l'étendu des besoins...»

Matthieu Millecamps

## 5.6. Pendant ce temps Gao pleure...

### **Nord-Mali : pendant ce temps, Gao pleure**

le 13/11/2012 à 15h:42

Par François Rihouay, à Bamako / Jeuneafrique.com

**À l'heure des derniers préparatifs d'une offensive armée de la Cedeao pour déloger les islamistes du Nord-Mali, les villes occupées sombrent dans l'asphyxie économique. Exemple à Gao, où règnent en maître le Mujao et ses combattants venus de tous les horizons.**

La Cité des Askias suffoque, expliquent tous ses habitants joints au téléphone par Jeune Afrique ou rencontrés lors de leur retour en « zone libre ». Les habitants racontent le poids de plus en plus pesant de la domination jihadiste; l'essoufflement, aussi, dû aux efforts fournis pour vivre, ou pour survivre, « alors que tout manque, rapporte Abdu, un commerçant. Les étals des marchés de « Washington » et du marché aux légumes, les deux lieux de ravitaillement de la ville, sont quasiment vides ou fermés. Les familles les plus démunies ne mangent plus qu'une fois par jour. »

De Bamako parviennent quelques sacs de riz envoyés par le Haut conseil islamique du Mali ou le Collectif des ressortissants du nord (Coren), une organisation de la société civile qui regroupe des déplacés. Le reste des vivres arrive par camion de l'Algérie : des pâtes alimentaires, de l'huile, du sucre, du lait en poudre...

### **Nervosité des sentinelles**

Comme à Tombouctou, le soutien économique des islamistes armés est désormais restreint ; l'électricité, jusqu'à récemment pourvue gratuitement 12 heures par jour, n'est plus disponible qu'entre 18 heures et minuit. Économie de guerre en vue de la reprise des affrontements ? « Aux portes de la ville, les bruits de tirs sont plus fréquents ces derniers jours, assure Abdu. La police islamique est nerveuse, les contrôles de routine sont plus pressants. La méfiance augmente à l'égard des populations. »

Abdu, commerçant de Gao:

D'un côté, l'idée d'une guerre nous fait très peur. De l'autre, tout le monde attend que l'on chasse enfin les islamistes.

Côté moral, les sentiments sont partagés. Tous savent qu'une intervention militaire d'envergure se profile. « C'est ambigu, souffle Abdu. D'un côté, l'idée d'une guerre nous fait très peur. De l'autre, tout le monde attend que l'on chasse enfin les islamistes. » Les récents mouvements militaires des rebelles ne rassurent pas les populations.

Comme d'autres jeunes Gaois, Cheick est retourné chez lui pour la fête de la Tabaski. « Gao a des allures de bastion, décrit le voyageur, de retour à la capitale. Les femmes doivent cacher leurs tresses et leurs parures sous les voiles intégraux imposés par les hommes d'Oumar [Oumar Ould Hamaha, dignitaire du Mujao à Gao, NDLR]. Une seule note de musique non religieuse peut entraîner des coups de bâton. Ils interdisent jusqu'aux sonneries de portable ! » s'insurge-t-il.

### **Jihadistes occidentaux**

Preuve de la paranoïa qui règne parmi les éléments du Mujao : l'arrestation, au lendemain de la Tabaski, de Mouss, cameraman malien venu de Bamako. Emmené devant les lieutenants du « gouverneur » du Mujao, Abdul Hakim, Mouss a « bien failli être égorgé ».

Les auteurs des menaces, « un Malien, un Espagnol, et deux Français », l'ont retenu huit heures durant dans leur salon. « Le plus violent est l'un des Français. Il revendiquait venir d'une famille chrétienne et être fier de combattre son pays pour faire régner un islam pur, radical. » Les images sont saisies, les appareils sont démontés. Mouss est fouillé « pour vérifier qu'il n'y a pas de traceur GPS dissimulé. » Finalement relâché « avec les excuses du chef, Abdul Hakim », Mouss embarque dans le premier car vers Bamako. Et quitte cette ville déliquescence dans un souffle de soulagement : lui, au moins, peut recouvrer la liberté.

13/11/2012 à 15h:42 Par François Rihouay, à Bamako / Jeuneafrique.com

## 5.7. Le MUJAO chasse le MNLA de Ménaka

©AFP / 19 novembre 2012 14h33

**Les islamistes du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), ont chassé lundi matin des rebelles touareg de la ville de Ménaka (nord-est du Mali), où ils s'étaient à nouveau installés depuis peu, a appris l'AFP de sources concordantes.**

Les combattants du Mujao viennent de prendre le contrôle de la localité de Ménaka après un petit accrochage avec quelques éléments du MNLA, le MoMujao-vement national de libération de l'Azawad, a affirmé une source sécuritaire régionale, ce qu'a confirmé un habitant de Ménaka.

Les combattants du Mujao ont chassé le MNLA, a dit cet habitant, en précisant qu'ils ont pris le camp militaire et sont en train de crier Allah Akbar! (Dieu est grand).

Abu Walid Sahraoui, porte-parole du Mujao, a déclaré à l'AFP, depuis Ménaka, que son mouvement contrôle tout.

Nous avons des prisonniers et il y a eu beaucoup de morts du côté du MNLA, a-t-il affirmé sans donner de chiffres. Il a indiqué que son mouvement avait reçu du renfort de (ses) frères musulmans d'Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Moussa Salem, combattant du MNLA en fuite, a indiqué que son mouvement avait quitté Ménaka. Le Mujao est venu avec beaucoup de combattants d'Aqmi. Ils ont attaqué, nous avons résisté et après nous sommes partis.

Moussa Ag Assarid, porte-parole du MNLA à Paris, a indiqué à l'AFP que des combats autour de Ménaka s'étaient déroulés entre son mouvement et le Mujao soutenu par Aqmi.

Selon lui, une trentaine de véhicules du Mujao, soutenus par des éléments d'Aqmi ont quitté Gao dimanche et ont attaqué Ménaka ce matin (lundi).

La ville de Ménaka avait été l'une des premières prises par le MNLA, lorsqu'il avait lancé son offensive dans le Nord en janvier avec les groupes islamistes, auxquels il était alors allié.

Les rebelles touareg en avaient été une première fois chassés en juin par le Mujao qui, estimant qu'il ne s'agissait pas d'une ville importante, l'avait par la suite abandonnée.

Il y a environ trois semaines, des rebelles du MNLA étaient revenus dans la zone de Ménaka, ville proche de la frontière avec le Niger et située à l'est de Gao, grande ville

du nord-est du Mali occupée par le Mujao.

Le MNLA voulait faire de Ménaka la base de sa contre-offensive générale pour reconquérir le nord du Mali entièrement occupé depuis fin juin par les groupes islamistes armés, Mujao, Aqmi et Ansar Dine (Défenseurs de l'islam).

Ils y imposent la charia (loi islamique) avec rigueur – lapidations, amputations de pieds et de mains de prétendus voleurs, coups de fouets aux buveurs d'alcool et aux fumeurs – détruisent des monuments religieux, et se rendent coupables d'atteintes aux droits de l'Homme contre les habitants.

Vendredi, de violents combats avaient déjà opposé dans la région de Gao les islamistes du Mujao aux rebelles touaregs du MNLA qui, selon des sources sécuritaires régionales, avait subi une lourde défaite, perdant au moins une dizaine de combattants et du matériel.

Dans plusieurs communiqués, le MNLA avait démenti avoir subi une défaite, parlant au contraire de premier succès dans son offensive en vue de reconquérir le nord du Mali.

Il avait affirmé que les islamistes du Mujao avaient pris la fuite avec leurs blessés et fait état de 55 morts et plus d'une centaine de blessés dans leurs rangs, et de seulement neuf blessés dans les siens..

© AFP / 19 novembre 2012

## 5.8. RFI : Ménaka, la ville défaite

### Mali: Ménaka, la ville défaite

RFI le 21 novembre 2012

C'est la désolation, ce mardi 20 novembre 2012, à Ménaka. Vingt-quatre heures après les violents combats qui ont opposé les jihadistes du Mujao aux éléments du MNLA, le bilan est très lourd : de très nombreux morts de part et d'autre dans une ville qui, selon des sources locales, est tombée ce mardi soir aux mains du Mujao.

Selon des témoignages convergents, les combats qui se sont déroulés ce lundi ont été redoutables. Quelques dizaines d'hommes du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), surtout originaires de la communauté des Touaregs Ouelleminden de Ménaka, ont réussi à repousser, durant une bonne partie de la journée, les combattants islamistes du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) venus en nombre de Gao, et lourdement armés.

Après avoir repoussé plusieurs assauts, les gens de Ménaka ont été dépassés dans la soirée. Entre-temps, les islamistes avaient reçu des renforts, avec des armes lourdes. Certains évoquent des renforts d'al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

C'est à ce moment-là, selon Bajan Ag Hamatou, député de Ménaka joint à Bamako, qu'a eu lieu le carnage. Les combattants du Mujao se sont rués sur les quelques éléments du MNLA. Sans renfort humain, ces derniers n'ont pas pu faire face. Celui qui conduisait les combats, le président du conseil du cercle de Ménaka (Alwaderat), a été tué avec onze autres de ses proches.

Pour Bajan Ag Hamatou, le MNLA n'a envoyé aucun renfort sur place, et les forces étaient totalement déséquilibrées au profit du Mujao.

Le député assure que les hommes qui ont défendu Ménaka étaient des gens de Ménaka, qui étaient associés au MNLA ces derniers temps. Mais selon lui, ils se sont battus avant tout pour défendre leur ville.

Ce soir, Ménaka est une ville défaite. On découvre encore des morts sur place au fil des heures. Les combattants des deux camps ont néanmoins quitté les lieux désormais.  
© RFI /21/11/2012



*Rebelles au Nord Mali.*

## 6. Observations

Dans l'état de la crise actuelle au Nord du Mali, les informations sur la situation des affrontements évoluent d'heure en heure au moment de la rédaction de ce rapport. Néanmoins, les pourparlers et les négociations en cours sous menace d'une intervention militaire de la CEDEAO appuyée ou non par la communauté internationale ne doivent pas faire oublier le sort des populations restées sur place ou déplacées dans les pays alentours et au Sud du Mali, un sort qui relève de l'aide humanitaire d'urgence. Les populations restées au Nord, toutes ethnies confondues, quand à elles, sont sous le feu des occupants et payent un lourd tribut à l'intégrité du pays. Le rapport de l'UNHCR ci après recense quelques 209,799 personnes déplacées dans les camps représentant 43,639 familles en déshérence auxquelles il faut ajouter les 46.448. déplacés à l'intérieur du pays recensé par l'OIM et qui ne peuvent selon les conventions internationales, bénéficier du statut de réfugiés. Le nombre des populations encore sur place est inconnu mais représente la plus grande part des victimes de ce conflit.

### 6.1. Camps de réfugiés du Nord Mali dans les pays voisins:

#### Niger

**Abala (Camp) : 18573 Individus**

**Agando : 14427 Individus .**

**Chinwaren : 2560 Individus**

**Mangaize (Camp) : 5549 Individus**

**Niamey : 6327 Individus**

**Tabareybarey (Camp) : 9189 Individus**

#### Burkina Faso

**Damba : 2384 Individus**

**Férério : 9771 Individus**

**Gandafabou Kélwélé : 2440 Individus**

**Goudébo : 97 Individus**

**Gorom-Gorom (Urbain) : 246 Individus**

**Mentao : 6275 Individus**

#### Mauritanie

**Mbéra : 108953 Individus**

### Données démographique des populations affectées relevant du statut de réfugiés

#### Estimation de la population totale

209,799 Individus

43,639 Familles

Hommes (49%)	Age	Femmes (51%)
10%	0-4	10%
16%	5-11	15%
6%	12-17	6%
16%	18-59	19%
1%	60+	1%

#### Répartition des réfugiés par pays d'origine

##### Mali 24 Oct 2012

206,667 Individus

42,865 familles

98.5 %

##### Niger 24 Oct 2012

3,132 Individus

774 familles

1.5 %

## 6.2. Un conflit Régional ?

«Le Peuple du Nord Mali est comme la paille sous les pattes d'un combat d'éléphants» Ibrahim ag Idbaltanat

Ce qu'il se passe dans le Nord du Mali est considéré un peu rapidement par les instances internationales comme une sécession du territoire dont les origines seraient purement ethniques et internes au Mali, sur la base des rebellions Touaregs passées.

La réalité est pourtant bien différente, et le mouvement séparatiste Touareg se trouve aujourd'hui minoritaire sur le terrain et en conflit ouvert avec les autres mouvements qui occupent le territoire et dont les membres et une bonne partie du commandement ne sont pas des ressortissants Maliens.

Les groupes islamistes sont en effet composés d'une mosaïque de jihadistes venus de pays différents avec à leur tête des Algériens issus du FIS et du GSPC les deux mouvements radicaux Musulmans qui ont poussé l'Algérie dans la guerre civile durant une longue décennie.

Les «katibas» Maliennes ou revendiquées comme telles se sont créées sous l'impulsion d'AQMI avec à leur tête des Maliens réfugiés de Lybie et issus des légions islamistes de Khaddafi, qui ont trouvé là, l'opportunité de prendre un pouvoir que d'aucuns y compris et surtout les séparatistes Touaregs n'ont la volonté de leur confier.

La réalité des exactions et des attaques aux populations et à leurs biens commises au Nord relève largement du Droit commun et confine aujourd'hui au crime contre l'humanité.

Tous les groupes «rebelle» de toutes «mouvances» confondues, ont commis des crimes envers les populations qu'aucune lutte d'indépendance supposée ne peuvent justifier.

La reconnaissance politique de ces groupuscules terroristes serait non seulement un non sens puisqu'ils ne bénéficient d'aucun enracinement dans

les populations locales mais en plus conduit inévitablement à un scénario à la Lybienne ou encore pire, si possible, à la Soudanaise avec un enlèvement catastrophique dans la guérilla.

Une intervention militaire sur le terrain a de forte chance de s'avérer tout aussi catastrophique avec des dommages collatéraux considérables pour la région, tout en ne garantissant pas de résultats efficaces sur le terrain, tant les frontières sont inexistantes dans cette zone du Sahara.



Les groupes armés ont chacun selon leurs tendances une zone de repli dans un des pays voisins.

AQMI, Ansar Dine, Mujao et Boko Haram s'approvisionnent et se protègent en Algérie, en Mauritanie et au Burkina Faso.

Le MNLA qui représente largement la fraction «régnante» du peuple Touareg qui est mis à mal sur le terrain par ses alliés de circonstance et par le ressentiment des Maliens, peut aussi aller se réfugier au Niger.

On signale d'ailleurs la présence de membres des différentes factions dans les camps de réfugiés du Niger et du Burkina Faso.

L'intervention de troupes étrangères qui ne connaissent ni le terrain ni les mœurs locales ne fera qu'empirer la situation des peuples autochtones. Comment un Nigérien ou un Ivoirien pourrait il faire la différence entre un terroriste et un civil alors que ceux ci parlent souvent la même langue, s'habillent de la même façon et sont souvent armés pour aller en brousse?

L'exaspération des conflits ethniques relève de même d'une volonté de déstabilisation d'une région riche en ressources minières et géologiques que la déliquescence des institutions Maliennes transforme en proie facile pour les grands prédateurs.

## PLAN DE COMMUNICATION DES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION

La communication des résultats de l'évaluation du projet on entend un processus participatif, impliquant la plupart des acteurs impliqués dans le projet.

La communication des résultats et des réalisations permettra une meilleure coordination et à la gestion des actions futures, et la motivation des personnes concernées.

### **Responsable de la communication des résultats:**

- Equipe de suivi MZC
- Évaluateur du projet

### **Objectifs:**

- Réalisations dans la mise en œuvre du projet
- diffuser les avantages de la zone d'intervention et les acteurs prenants
- Sensibiliser sur les améliorations à apporter, pour les interventions futures
- Transmettre des recommandations aux entités impliquées
- La visibilité du projet et diminuer la résistance de travailler avec les différences de genre
- Promouvoir la transparence des procédures de la coopération internationale au développement

### **Bénéficiaires :**

- L'Organisation MZC: Equipement technique et les services centraux. Le group du travail au Mali: expatrié, le personnel local, le group de formation et sensibilisation, le personnel du partenaire local et le comité de gestion du projet
- La AACID: Dans le cadre du rapport final.

### **Metodología:**

Le conflit dans le nord pas faciliter la communication avec ceux qui sont encore à Menaka. Le partenaire local ((TEMEDT) sera responsable au remettre le rapport au les autorités locales au Menaka et l

Chedly Difallah le 21 Novembre 2012

